4e Année, N° 54 - 15 Mars 1928

Prix : 1 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 96, Quai de Jemmapes -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administration 96, Quai Jemmapes PARIS-Xe
Téléphone : Combat 08-02

La revue «LA VIE OUVRIERE» d'avant-guerre avait fait une œuvre de coopération intellectuelle ouvrière qui avait forcé l'attention de ses adversaires eux-mêmes. C'est cette œuvre qui est reprise, aujourd'hui, par notre petit groupe de « sauvages ».
(*Révolution Prolétarienne*, n° 1, janvier 1925.)

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

Etudes, Enquêtes, Monographies, Documents.

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)
Les Notes Economiques (R. Louzon)
La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)
Parmi nos Lettres (De tout et de tous)
A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).
Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)
Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES

Six mois............ 16 fr Un an............... 30 fr.

EXTÉRIEUR

Six mois. .... 22 fr Un an............... 40 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : Pierre Monatte.
La correspondance relative à l'Administration aux camarades Busseuil ou Barat.
(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration : Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes.

Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales.

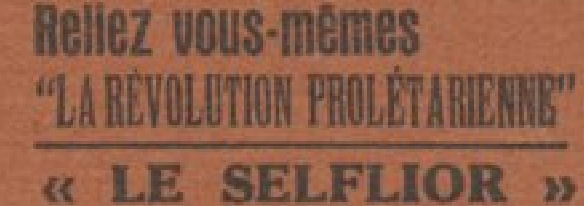
Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues **5 francs** et par des timbres vendus **1 franc.**

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 96, quai Jemmapes, Paris-Xe.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à tout militant révolutionnaire.
Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.
Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927.
Les numéros d'une année : **30 francs.**
Reliés « Selflior » : **38 fr. 50** (franco **40 fr. 50**).





« LE SELFLIOR »

Système perfectionné de reliure automatique
est établi pour relier en un volume la collection d'une année, même en cours d'abonnement.

Prix : 8 fr. 50
Franco .... **10 fr. 50**
Etranger .... **13 fr. 50**

Vous qui collectionnez la « R. P. », utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.

Que vaut l'expérience russe ?

C'est un fait remarquable, à mon avis, que dix années d'expérience de gouvernement révolutionnaire par un parti politique, la situation faite par le Parti Communiste russe à tous les prolétariats du monde, la métamorphose du communisme en *léninisme*, la décomposition de l'Internationale Communiste sous les effets de la *bolchevisation* n'aient encore provoqué, parmi les communistes, aucune opposition mettant en question les principes fondamenttaux du néo-bolchevisme au nom desquels les dirigeants de l'U. R. S. S. asservissent une partie des classes ouvrières de tous les pays.

C'est sous la bannière léniniste que combattent les troupes de l'I. C. ; c'est sous le même étendard que les oppositions communistes leur donnent l'assaut.

Toutes ces oppositions dénoncent la dictature de Staline, mais tel groupe n'offre en échange que la dictature de Trotsky ; tel autre parle bien de démocratie dans le parti, mais laisse la question noyée d'ombre, et n'aborde pas le problème de la démocratie prolétarienne dans la révolution.

On signale les erreurs et les abus des P. C., ou plutôt de leur direction ; on va même jusqu'à parler de la faillite de l'I. C., mais on considère que ces erreurs et ces abus sont de simples accidents qu'éviterait une direction meilleure et, dans l'hypothèse la plus hardie d'une régénération impossible de l'I. C., on ne présente comme panacée qu'un nouveau parti communiste plus apte, celui-là, à diriger les destinées du prolétariat. On ne pense pas que l'expérience russe puisse mettre en cause la conception orthodoxe du rôle du P. C. dans la révolution prolétarienne.

On proteste sur tous les tons d'un dévouement évidemment sincère aux intérêts du prolétariat, mais on ne conçoit pas que ce dévouement puisse se manifester sous d'autres formes que celles prévues par Staline dans son catéchisme léniniste.

Ainsi, il reste admis jusqu'ici par tous les groupes communistes d'opposition que le prolétariat, éternellement mineur, ne sera jamais que l'instrument irresponsable de sa révolution ; que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre du P. C. ; que la dictature du prolétariat s'identifie avec la dictature de ce parti...

Cette situation ne justifie-t-elle pas dans une large mesure la position de ceux qui pensent que rien d'*essentiel* ne distingue les oppositions communistes des partis officiels ?

Ce qui est certain, c'est qu'elle laisse les différents groupements qui s'absorbent dans une critique négative des multiples manifestations du Stalinisme, sans force d'attraction, sans force de rayonnement dans les organisations ouvrières ; c'est qu'elle cause le plus grand désarroi dans l'esprit des camarades isolés qui ne comprennent pas ce qui s'oppose à la conjonction des oppositions. Il n'y a pas, en effet, d'obstacle insurmontable à l'unification politique de groupements qui continuent de considérer comme justes les principes exposés par Staline dans sa brochure *Le Léninisme*.

Je reste convaincu d'ailleurs que l'unité d'organisation politique réalisée dans ces conditions serait, à l'origine, frappée d'impuissance.

Les événements de ces dix dernières années portent en eux des leçons qu'il serait vain de méconnaître.

Exposer simplement et aussi brièvement que possible une opinion qui n'est pas seulement la mienne sur ces événements et les enseignements qu'ils comportent, tel est l'objet de cette étude.

J'aurai atteint mon but si sa lecture provoque une discussion dont la nécessité se fera de plus en plus impérieusement sentir.

Où va la Révolution russe ?

Tout d'abord, une constatation s'impose : *Le prestige dont jouissait la Révolution russe dans le prolétariat diminue.*

En France, cette désaffection, malgré le bluff de l'*Humanité*, est de plus en plus marquée.

Certes, dans la masse des travailleurs inorganisés le communisme tapageur et démagogique des dirigeants du Parti communiste français est encore accueilli avec une certaine faveur. Les puissants moyens de propagande mis à la disposition du Parti ne sont pas sans porter quelques fruits. La guerre prolonge encore ses résultats dans la classe ouvrière qui voit même s'aggraver ses conditions de travail. Beaucoup d'ouvriers rejetés par la crise du logement dans la banlieue parisienne y végètent, avec leurs familles, dans des conditions souvent pénibles. Il y a là un terrain favorable à la pénétration du Parti, où les chefs communistes trouvent aisément la matière de leurs succès électoraux, mais qu'ils sont incapables d'exploiter pour d'autres fins.

La partie la plus consciente de la classe ouvrière tout en restant profondément attachée à la Révolution russe conditionne maintenant ou refuse la sympathie qu'elle montrait au P. C. russe ainsi que l'appui qu'on lui demande de fournir aux dirigeants actuels de ce parti.

Les Internationales d'Amsterdam et de Vienne qui semblaient après la guerre ne devoir plus être que des états-majors sans troupes ont repris de l'influence dans les milieux ouvriers.

Ce serait s'illusionner dangereusement que de croire qu'elles ne recrutent que dans la petite bourgeoisie et chez les ouvriers à hauts salaires.

En France, elles bénéficient largement du trouble provoqué par la scission ouvrière et la dégénérescence du Parti communiste.

Le nombre est grand des ouvriers qui se demandent où va la Révolution russe et dans quelle mesure l'intérêt du prolétariat mondial reste lié au sort de ceux qui représentent aujourd'hui cette Révolution.

Ce que la plupart de ces ouvriers pensent peut se résumer ainsi :

L'U. R. S. S. n'est ni U (union) ce qui suppose la *libre* adhésion des parties composantes et une certaine *autonomie* de ces parties ; ni R (république), puisque c'est une dictature centralisée évoluant toujours davantage vers la dictature personnelle ; ni S (socialiste), puisque le socialisme reste à construire en Russie et que les concessions de plus en plus importantes faites au capitalisme ne permettent pas, dans la situation mondiale présente, d'en escompter la réalisation ; ni S (soviétiste), car les Soviets ne constituent plus en Russie la pierre d'assise du régime. Non seulement ils n'ont pas *TOUT LE POUVOIR*, mais ils sont réduits à un rôle subalterne assez semblable à celui des conseils municipaux dans les pays capitalistes.

Les ouvriers français sont de plus en plus tentés de se demander en face de la formule *U. R. S. S.*, si cette formule traduit mieux la réalité que celle qu'ils lisent au frontispice des monuments officiels de la République bourgeoise française : *Liberté, Egalité, Fraternité*. Pour beaucoup, l'Etat russe n'est plus un Etat *prolétarien*, la dictature du Parti communiste russe n'est plus une dictature prolétarienne. Non seulement le prolétariat russe ne domine pas les autres classes sociales, mais ses conquêtes d'octobre 1917 sont fortement compromises par le développement rapide d'une bourgeoisie paysanne impatiente de trouver son expression politique et d'une bureaucratie pseudo-communiste dont les intérêts sont nécessairement liés à ceux des paysans riches ou aisés.

Le prolétariat russe n'a pas d'action de classe propre. Ses organisations économiques n'ont pas été créées par lui et sont sous la tutelle étroite du P. C. russe ; c'est-à-dire du Gouvernement. Les ouvriers russes n'exercent pas le pouvoir, ils le subissent dans des conditions qui leur interdisent toute participation effective, toute initiative dans la direction de la Révolution. Ils ne peuvent s'exprimer que devant le pouvoir, sous le contrôle de ses représentants. Leur rôle politique est, en fait, limité à l'approbation des décisions du Gouvernement ; leur rôle économique réduit à l'exécution de ces décisions. Le prolétariat classe, soumis lui-même à la dictature, n'a d'autre garantie que celle que peut offrir un parti politique déchiré sur lequel s'exerce de plus en plus victorieusement la pression de la bourgeoisie capitaliste ressuscitée.

Cette situation provoque dans toutes les classes ouvrières du monde, une méfiance grandissante à l'égard des dirigeants actuels de la Russie et des partis communistes qui les servent. La crise permanente dont souffrent ces partis, la décomposition progressive de l'Internationale communiste qui ne se nourrit plus que de sa propre substance et se vide de son contenu révolutionnaire, ne sont pas de nature à dissiper le malaise et à éclaircir une situation déjà assombrie par nombre de scissions ouvrières.

Beaucoup d'ouvriers s'éloignent des syndicats et des partis ; d'autres retournent à la social-démocratie. Les plus conscients, ceux qui entendent rester sur le front de combat de leur classe se recherchent et se groupent.

Certes, ces oppositions ouvrières aux entraînements réformistes déterminés par la stabilisation du capitalisme et aux déviations bourgeoises du néo-communisme représentent des idéologies diverses et leurs objectifs sont parfois très différents. Cependant elles seules éclairent actuellement les voies véritables de la révolution prolétarienne.

La III[e] Internationale a fini son histoire en tant que facteur de cette révolution. Etroitement liée dès son origine au gouvernement russe, elle reste indissolublement attachée à ce gouvernement et son évolution se fait dans le sens d'une dépendance toujours plus étroite. Tout événement qui l'isolerait marquerait sa déchéance immédiate.

Or, les faits ont déjà montré que les intérêts du gouvernement russe s'opposent à ceux du prolétariat mondial. C'est ainsi que pour des considérations politiques spécifiquement russes et gouvernementales, Staline n'a pas hésité à sacrifier le prolétariat chinois. L'avenir montrera avec plus d'évidence encore la divergence des intérêts de l'Etat russe et de la révolution prolétarienne universelle. Il est hors de doute en effet, que la Russie ne va pas au socialisme. Ses dirigeants actuels ont prouvé qu'ils considéraient la N. E. P., non comme un recul du prolétariat en vue d'organiser la résistance, mais comme la première étape d'une retraite définitive. Le prolétariat russe abandonne peu à peu les positions politiques et économiques conquises en 1917 sans que le pouvoir politique intervienne autrement que pour masquer sous une phraséologie radicale ces défaites successives.

« L'entente entre les ouvriers et les paysans » n'est que l'entente entre le gouvernement de Staline et les paysans riches ; elle ne peut être marquée que par de nouvelles et décisives concessions au capitalisme rural et urbain. La politique *d'évolution lente* pratiquée jusqu'ici par Staline touche à son terme. La crise économique s'aggrave de jour en jour. Les paysans propriétaires sont impatients d'en finir avec un régime qui les oblige à stocker les produits de leurs terres sans leur ouvrir la perspective d'une réalisation avantageuse.

Le monopole du commerce extérieur les prive des machines agricoles et des objets manufacturés indispensables.

La réduction à l'impuissance des oppositions ouvrières attachées à la révolution du prolétariat a pu rassurer quelques inquiétudes, mais elle n'apporte rien de concret aux paysans qui exigent d'autres satisfactions.

Cette situation ne peut indéfiniment se prolonger. Elle ne peut se résoudre que par une offensive ouverte du gouvernement de Staline contre les paysans riches, offensive qui se traduirait nécessairement par de graves mesures d'ordre politique et économique, ou par une capitulation devant les exigences des koulaks.

Le choix de Staline n'est pas douteux. Il n'a d'ailleurs plus lui-même la possibilité de corriger les effets de sa politique. Le prolétariat russe affaibli politiquement et économiquement par sa dictature ne lui fournirait plus le point d'appui d'une offensive sérieuse contre le capitalisme.

Prisonnier de ses formules et d'une situation qu'il a créée, l'Etat russe actuel, qui n'est pas un Etat prolétarien et qui n'apparaît pas encore comme un Etat bourgeois est, cependant, irrésistiblement entraîné dans la voie des concessions au capitalisme.

Sa base sociale se transforme par un déplacement constant vers la bourgeoisie des influences qui agissent dans tout le pays sur les fonctionnaires communistes. Ce n'est pas dans le prolétariat, ni chez les paysans

pauvres que les intérêts de la bureaucratie staliniste trouvent leur prolongement, mais chez les koulaks.

La crise économique qui menace de créer en Russie une nouvelle situation révolutionnaire va certainement accélérer le rythme de cette évolution.

L'économie russe se stabilisera peut-être sous les formes d'une sorte de capitalisme d'Etat gardant de ses origines révolutionnaires certains aspects originaux, mais ses caractéristiques essentielles resteront celles d'une économie capitaliste et non d'une économie socialiste.

La situation générale, marquée par la stabilisation relative du capitalisme, le développement de la nouvelle bourgeoisie russe et la décomposition de la IIIe Internationale, pose avec une force nouvelle devant tous les ouvriers révolutionnaires les graves problèmes théoriques et pratiques de leur révolution.

Dans le débat confus provoqué dans tous les pays par les résultats de la bolchevisation du communisme et la situation en Russie, il est difficile momentanément de dégager ce qui restera de la pensée prolétarienne et suivant quels principes, quelles méthodes l'action révolutionnaire des ouvriers s'exercera demain. Il est certain cependant qu'une réaction s'opère contre les tendances qui entendent monopoliser à leur profit tel ou tel grand révolutionnaire, prétendent trouver dans son œuvre l'explication de toutes les situations, la règle de toutes leurs déterminations, la justification de toutes leurs attitudes.

Les ouvriers conscients considèrent avec mépris l'adoration bruyante et intéressée des néo-communistes pour Lénine. Ils s'écartent des combats livrés autour du tabernacle léniniste par certaines oppositions de façade.

Le prolétariat sait ce qu'il doit à Marx, à Lénine, à Trotsky et à ceux qui ont bien mérité de la Révolution, mais il n'est ni marxiste, ni léniniste... il est le prolétariat qui étudie, observe, juge et décide. Il n'isole pas les hommes de l'humanité, ni les faits des réalités auxquelles ils s'enchaînent, il les laisse dans la vie et y reste lui-même.

C'est dans cet esprit qu'il envisage la situation présente créée par la décomposition de l'Internationale politique révolutionnaire et entend déterminer les principes directeurs de son action.

La Révolution russe n'est pas pour le prolétariat un *modèle* à copier, mais une expérience féconde en enseignements qui doit porter ses leçons.

Les solutions données par la Révolution russe

Le 7 novembre 1917, les Bolcheviks s'emparaient en Russie du pouvoir politique. Le parti bolchevik était, de ce fait, immédiatement porté au premier rang des partis révolutionnaires du monde et entouré d'un immense prestige.

Il faut bien convenir cependant qu'avant cette date le parti de Lénine était inconnu des masses ouvrières de l'Europe occidentale et très peu connu des militants du rang de la IIe Internationale. Aussi l'attachement passionné dont il bénéficia procédait-il plus à cette époque de l'instinct révolutionnaire des masses exploitées que de la connaissance de son histoire, de ses doctrines, de ses méthodes et de ses buts. Pour tous les ouvriers révolutionnaires, le parti bolchevik représentait et représentait seul en Russie, contre la révolution bourgeoise de Kerensky, la révolution prolétarienne. Il fallait donc le soutenir. D'ailleurs, la question ne se présentait pas sous la forme d'un choix. Kerensky disparu, deux forces restaient seules en présence : les bolcheviks et la réaction féodale. Combattre les premiers, c'était non pas combattre une forme particulière de la révolution, mais la révolution même ; c'était livrer le prolétariat russe à la terreur blanche.

D'autre part, la faillite de la seconde Internationale au début de la guerre, l'union sacrée, l'invincible résistance des chefs socialistes à l'action de ceux qui entendaient mettre en pratique les décisions du Congrès International de Stuttgart avaient creusé un tel fossé entre les tendances extrêmes de la social-démocratie que la IIIe Internationale fut considérée par tous les révolutionnaires comme une nécessité historique.

Aucun militant informé ne se dissimulait cependant les difficultés qu'allait rencontrer sur sa route ce gouvernement de minorité ayant réussi à entraîner les masses en leur donnant la *paix* et la *terre*, mais représentant à peine dix millions de prolétaires sur une population totale de cent vingt millions d'habitants ? Quelles perspectives s'ouvraient devant ce prolétariat russe sans expression économique de classe et triomphant, par l'intermédiaire du parti bolchevik, d'un Etat féodal ?

Aussi n'attendait-on la stabilisation de la victoire des ouvriers russes que d'une extension rapide de la révolution dans les grandes nations industrielles de l'Europe occidentale, espoir que justifiait pleinement le coup porté au régime capitaliste par la guerre et la situation révolutionnaire du moment.

Pour tout le monde, le redressement de la bourgeoisie internationale devait ouvrir pour le prolétariat russe l'ère des véritables difficultés ; difficultés moins apparentes, moins pressantes et cependant plus redoutables que celles créées par l'intervention armée de cette bourgeoisie.

Il n'était pas question alors de la réalisation du socialisme dans un seul pays, dans la seule Russie ; car tout ajournement de la révolution, en Europe, découvrait, pour la Russie, des horizons beaucoup plus vastes à une république agraire bourgeoise qu'à une démocratie prolétarienne.

Mais dans cette période héroïque où les Bolcheviks défendaient les armes à la main, contre toutes les réactions coalisées, les conquêtes des prolétaires et des paysans, nul ne pouvait songer, et nul ne songeait, à jeter dans le débat des questions importantes, sans doute, vitales, même, mais dont l'examen ne présentait pas le même caractère d'urgence que la défaite des armées blanches lancées à l'assaut de la Révolution.

Ainsi furent acceptées par nous les formes données par la Révolution russe à la *dictature du prolétariat*, dictature exercée par le seul P. C. russe non seulement sur l'ensemble des forces politiques et économiques de la Russie, y compris le prolétariat russe, mais sur l'Internationale communiste elle-même.

Cette hégémonie du P. C. russe était normale. Elle était la résultante d'un état de fait et non l'expression de la volonté des hommes, l'application d'une doctrine, l'aboutissant d'une tactique comme les communistes le prétendent. On peut se livrer à l'exégèse la plus savante des œuvres de Lénine, œuvres alors in-

connues et qui restent soumises à la critique révolutionnaire, il n'en reste pas moins que ce n'est pas au nom de *tout le pouvoir au Parti communiste* que la Révolution russe s'est faite, mais au nom de *tout le pouvoir aux Soviets*, ce ne sont pas les solutions léninistes des problèmes de la révolution prolétarienne qui ont entraîné le monde révolutionnaire dans le sillage du parti bolchevik, mais les mots d'ordre *paix immédiate, la terre aux paysans*, et dans tous les pays, celui de *Révolution prolétarienne*.

Aussi ne s'agissait-il pour nous que d'une situation bien particulière, d'ailleurs provisoire et qui devait se résoudre par une transmission progressive et relativement rapide du pouvoir au prolétariat, le desserrement de la dictature sur les ouvriers, l'établissement d'une démocratie prolétarienne toujours plus large et plus active, l'extension des attributions et des initiatives des syndicats, la création d'une véritable internationale communiste capable par la souplesse de son organisation et de son action, par le jeu d'un véritable centralisme démocratique d'influencer au nom du prolétariat universel le gouvernement russe lui-même. La subordination étroite, mécanique de l'I. C. est à la base de toutes les crises qui se sont succédé sans interruption dans tous les partis communistes depuis la fondation de la IIIe Internationale.

En 1921, la N. E. P. vint brutalement préciser les menaces de la bourgeoisie paysanne au prolétariat russe et porter au premier plan des préoccupations révolutionnaires les problèmes dont l'examen n'avait été qu'ajourné dans la période du communisme de guerre.

L'objectif était double : Comment paralyser l'essor de la bourgeoisie renaissante ? Comment renforcer la position du prolétariat ? Il semble bien qu'on se soit attaché seulement à résoudre le premier point.

A la N. E. P. devaient correspondre des mesures propres à favoriser le jeu d'une plus large démocratie prolétarienne, condition de la discussion internationale féconde qui eut assuré plus efficacement aux ouvriers russes l'appui des ouvriers de tous les pays.

Le resserrement de la dictature du Parti communiste sur le prolétariat et de l'appareil du Parti sur le Parti lui-même alors que la situation économique contraignait le gouvernement communiste aux concessions à la bourgeoisie est un non sens.

S'engager dans cette voie, c'était s'interdire toute possibilité d'un retour en arrière, c'était rendre impossible toute véritable lutte de classe, c'était désarmer le prolétariat devant le capitalisme renaissant.

Malheureusement, l'Internationale communiste qui n'avait de force qu'à la tête se prêtait mal à une intervention rapide, sérieuse et originale des partis communistes étrangers. Le parti communiste russe livré à la seule inspiration de ses chefs ne put mieux faire que d'accepter les décisions de ceux-ci.

Cependant, il n'apparaissait encore à personne que l'avenir fût compromis. Si les éléments d'appréciations faisaient trop souvent défaut dans les partis qui constituaient la IIIe Internationale, au moins la discussion y était-elle libre.

Par leurs mots d'ordre : *Aller aux masses, Front unique*, les Congrès internationaux marquaient jusqu'en 1924 leur volonté d'élargir le cercle d'influence des organisations communistes sur lesquelles devait s'appuyer le prolétariat russe.

L'impulsion était donnée et la confiance dans l'avenir, dans la perspicacité et l'énergie d'hommes tels que Lénine et Trotsky, générale et absolue.

Nous le supposions du moins car, à cette époque, aucun signe extérieur ne laissait soupçonner à l'étranger les rivalités funestes, les passions mauvaises, les ambitions inquiètes qui rôdaient déjà dans l'ombre autour de la personnalité de Trotsky.

La mort prématurée de Lénine leur laissa le champ libre et elles se trahirent dès lors dans tous les débats de l'Internationale communiste. Elles trouvèrent notamment dans le Ve Congrès mondial (1924) l'occasion la plus favorable à leur expression dangereuse.

Léninisme et bolchevisation

Ce Ve Congrès marque le tournant fatal de la Révolution russe. Les déviations fondamentales qu'il accuse vont s'épanouir dans un néo-*léninisme* et une *bolchevisation* qui entraîneront le P. C. russe et avec lui l'Internationale communiste dans l'ornière opportuniste où ils s'abîment aujourd'hui.

Brisant brusquement les P. C. nationaux, écartant ceux de leurs membres qui ne se soumettaient pas à ce coup de force, le P. C. russe ou plutôt ceux qui le dirigent et se substituent à lui reconstituèrent ces partis sur des bases nouvelles politico-économiques, les seules propres, assurait-on, à la conquête rapide des prolétariats et à la constitution de partis de masses.

Matériellement, le nouveau régime se traduisait par une rupture complète avec les méthodes pratiquées jusqu'alors et approuvées par Lénine lui-même et par Trotsky au IIIe Congrès mondial ; par le discrédit jeté sur les anciens cadres et l'assassinat politique des hommes qui refusèrent de penser par ordre ; par la création d'une bureaucratie communiste internationale coalition de toutes les défaillances, de tous les appétits, de toutes les ambitions ; par une organisation à étages fortement hiérarchisée allant de la cellule d'entreprise au pouvoir suprême de Moscou en passant par une série de comités et d'instances politiques, administratives et judiciaires ; organisation savante, admirablement conçue pour asservir la pensée, pour l'isoler et l'étouffer, pour assurer l'irresponsabilité, l'autorité et l'invulnérabilité des chefs ; organisation renforcée par une discipline tenant à la fois de celle de l'Armée et de celle de l'Eglise.

Moralement, le Parti, ou plutôt la nouvelle formation, car le Parti n'existe plus, se caractérise par le mépris le plus absolu des masses ouvrières et des militants du rang, par une spéculation démagogique de leur insuffisance d'information et de leur attachement à la Révolution Russe, par une amoralité avouée (Contre vous, par *tous les moyens*, Treint 1925), qui règlera désormais non seulement les rapports du Parti et de la bourgeoisie, mais les rapports des néo-communistes entre eux.

L'hypocrisie, la duplicité, le mensonge, la calomnie, sont employés sans distinction, sans plus de ménagement contre l'ennemi de classe et contre le camarade qui ne s'incline pas devant l'ordre du chef.

Que dis-je, avec plus de perfidie, plus de ténacité, contre celui-ci que contre celui-là.

On trouverait certainement d'autres signes caractéristiques de ce communisme dégénéré dont les disciples par leurs méthodes et leur esprit rappellent les Jésuites.

N'est-ce pas, par exemple, un fait remarquable que cette haine farouche de l'esprit critique et ce culte nouveau de la Vérité révélée ? Pour combattre leurs adversaires, les dirigeants du Parti communiste russe et le chœur de leurs fonctionnaires internationaux les accusent publiquement, et sans que cela soulève aucune protestation, de manquer de *Foi* révolutionnaire. Cette accusation extrêmement habile, à laquelle il est impossible de riposter, agit fortement sur les éléments inexpérimentés du parti. Quel nouvel adhérent (et le Parti communiste ne compte guère plus que ceux-là), encore plein d'enthousiasme voudrait s'entendre reprocher de manquer de foi révolutionnaire ?

Aussi accepte-t-il avec une soumisssion fervente les décisions les plus troublantes, les plus imprévues, les plus changeantes, souvent les plus contradictoires d'en haut.

Quels buts poursuivait-on, au moins affichait-on, en imposant à tous les partis communistes une telle organisation et de pareilles méthodes ?

Forger sur le modèle de l'ancien parti bolchevik russe l'instrument de la conquête du prolétariat, de la prise révolutionnaire du pouvoir politique et de la dictature du prolétariat.

Dans ses traits essentiels, affirme-t-on, la Révolution russe doit se reproduire partout. Il faut donc imiter partout, copier servilement même, sans discuter, ce qui s'est fait en Russie. Il va de soi que cela ne peut se faire que sous le contrôle et la direction des dirigeants russes. Il s'agit donc de créer l'organisation matérielle et morale qui rendra vaine toute résistance à l'hégémonie de ces dirigeants.

Non seulement toutes les survivances au sein des partis de la pensée opportuniste, socialiste, anarchiste, syndicaliste, seront anéanties, mais on réalisera par une chasse sans merci à l'opinion dissidente *l'unité monolithique* de pensée s'exprimant pratiquement par la soumission constante aux chefs et théoriquement par le culte des formules figées, immuables, érigées en dogmes d'un *léninisme* intégral.

Dans un tel régime, il est normal que les militants de base ne choisissent plus librement leurs représentants. Ceux-ci leur sont imposés par le chef du P. C. russe qui les nomme et les destitue, à son gré.

Ainsi les révolutions prolétariennes futures n'auraient d'autres inspirateurs, d'autres animateurs, d'autres guides que ce chef et ses agents.

Il n'est pas besoin d'insister pour montrer le caractère anti-communiste, anti-prolétarien et contre-révolutionnaire de ce rêve infiniment plus hardi que celui des tsars.

Cette caricature de l'internationalisme ouvrier n'a rien de commun avec les tâches du prolétariat mondial, avec la révolution prolétarienne ; rien de commun même avec le Parti communiste mondial tel que le concevaient les communistes jusqu'en 1924, les fondateurs de la troisième Internationale.

Les avantages obtenus par les nouveaux partis communistes sont-ils, au moins, de nature à compenser les inconvénients de la bolchevisation et du néo-léninisme ? Assurément, non !

En France comme ailleurs, le Parti communiste ne se soutient que grâce à l'appui qu'il reçoit de Moscou.

Il n'a dans le pays aucune base matérielle ou morale solide. Bénéficiant de circonstances favorables et de la scission ouvrière, il a pu s'emparer de la direction de la C. G. T. U., mais même sur ce domaine son influence est en régression constante.

Ses propres effectifs diminuent chaque jour.

Il ne compte pas aujourd'hui, dans un pays de 40 millions d'habitants 35.000 membres réguliers. Le Parti communiste en province n'est le plus souvent représenté que par ses fonctionnaires et les journaux édités par le Centre.

L'expérience de la cellule d'entreprise, base organique, politique du Parti, a complètement échoué. Le Parti n'a pas de vie spécifique, il ne s'exprime plus que par son *appareil* qui ne fait lui-même que transmettre les ordres de Moscou.

Naturellement, la fameuse *unité monolithique* n'a jamais existé que sur le papier. Le Parti est en perpétuel état de crise. Les rivalités politiques n'ont pas disparu. Elles se manifestent seulement sous une forme plus prudente, plus hypocrite. Elles se compliquent d'ailleurs de rivalités de personnes, inévitables dans un régime sans légalité, où l'arbitraire et la faveur sont l'unique loi. Moscou est le centre où se dénouent les multiples intrigues des « hommes de confiance » et de ceux qui aspirent à le devenir.

Ces symptômes évidents de décomposition ne sont pas ceux d'une affection localisée, curable ; on les observe dans toute l'Internationale communiste qui n'est plus que la réunion sous un même sceptre des bureaucraties nationales.

Peut-on vraiment considérer encore comme une internationale communiste et ouvrière cette armée de fonctionnaires qui, sans succès, s'essaie fébrilement sur l'ordre du gouvernement des Soviets et pour des objectifs russes à la manœuvre du prolétariat universel ? Les organisations qui la composent ne sont plus des partis, mais des milices de volontaires qui présentent déjà avec les milices fascistes des analogies frappantes.

Comme ces dernières, les partis communistes actuels sont des *formations de combat* d'où l'esprit critique est rigoureusement banni et dont l'unique moteur est la *Foi ;* des organismes aptes seulement à l'exercice de la violence. Comme les milices fascistes, les partis communistes sont les *instruments de la dictature*.

Cela, les partis communistes ne le nient pas et ne pourraient le nier. Ils objectent seulement que leur violence est *révolutionnaire*, qu'ils combattent la bourgeoisie et qu'ils sont au service de la *dictature du prolétariat*.

Mais ces prétentions qui distingueraient au moins leurs buts des buts fascistes ne sont plus justifiées. Le *cours nouveau* pris en 1924 par le communisme ne permet plus d'identifier l'activité des P. C. avec l'activité révolutionnaire du prolétariat ; la dictature qu'ils servent avec la dictature du prolétariat.

Les P. C. actuels sont au service du gouvernement de Staline ; leur organisation, leurs méthodes, leur idéologie les attachent indissolublement à ce gouvernement.

L'évolution de la Russie vers le capitalisme, jettera, suivant son rythme, un trouble plus ou moins profond dans leurs rangs, provoquera de nouvelles sélections, elle ne modifiera pas cet état de fait désormais définitif.

Le néo-communisme n'est pas une garantie pour

le prolétariat mondial. Ses formations sont constituées, entretenues et maniées de telle sorte qu'elles peuvent être éventuellement *dirigées contre la classe ouvrière*.

Si l'on voit mal, en effet, comment la politique de Staline a nui au capitalisme, on peut déjà mesurer par l'affaiblissement progressif du prolétariat russe à l'égard de la paysannerie riche, par la dégénérescence de la IIIe Internationale, par l'aggravation continue de la scission matérielle et morale des forces prolétariennes, par l'assassinat du prolétariat chinois... le mal fait par cette politique à toutes les classes ouvrières du monde.

Les preuves s'accumulent pour montrer que l'intransigeance verbale de la fraction Staline dissimule une politique opportuniste, contre-révolutionnaire et antiprolétarienne.

Les temps sont déjà révolus où Trotsky pouvait écrire :

« Le but immédiat de Staline, scinder le Parti, scinder l'Opposition, habituer le Parti aux méthodes d'anéantissement physique, constituer des équipes de siffleurs fascistes, d'hommes travaillant à coups de poings, à coups de bouquins, à coups de pierres, mettre les gens sous les verrous, voilà sur quoi le cours stalinien s'est momentanément arrêté avant d'aller plus loin... »

Ce but de Staline est atteint et même largement dépassé. L'instrument de la dictature personnelle est forgé. Staline a réussi à débarrasser la voie de Thermidor dans laquelle il a engagé la Révolution. Il ne reste pour lui qu'une difficulté à résoudre, née des conditions mêmes dans lesquelles il s'est trouvé contraint d'agir — comment réduire au minimum les risques de l'offensive que ne manquera pas de mener un jour contre lui le prolétariat qu'il trompe en feignant de le soutenir ?

Il est certain que tous ses efforts vont tendre au perfectionnement des méthodes et des institutions qui ont assuré son triomphe personnel. Certes, il peut disparaître, mais alors de deux choses l'une : ou l'appareil créé par lui disparaîtra également et, avec lui, l'Internationale communiste ; ou cet appareil subsistera, mais nécessairement dans la forme et pour les fins qui ont motivé sa constitution.

Comment, dans ces conditions, nourrir le moindre espoir d'une régénération de l'Internationale communiste et de ses unités composantes ?

Il ne s'agit pas ici d'une simple transfusion de sang dans un organisme sain et accidentellement anémié. C'est le corps tout entier qui est devenu inapte à la fonction révolutionnaire, à la vie prolétarienne.

Comment envisager un redressement qui laisserait subsister, avec l'autorité de Staline, le formidable « appareil » qui représente aujourd'hui presque exclusivement l'I. C. ?

Cependant, certains camarades de l'Opposition française croient encore à une nouvelle transformation de l'Internationale communiste et semblent attendre de Staline lui-même « les mesures de redressement politique qui permettront le rassemblement dans le Parti de toutes les forces communistes sous un régime de véritable démocratie ouvrière. »

Comment d'autre part concevoir comme une simple mesure de redressement politique, comme une évolution normale et pacifique des esprits, la phase révolutionnaire inévitablement sanglante qui marquerait la chute définitive des Staliniens et emporterait avec eux la bureaucratie communiste internationale?

Le conflit actuel n'est pas une crise de croissance de l'I. C., c'est la réaction historique de la classe qui a fait la Révolution et qui prend conscience qu'elle est frustrée du bénéfice de sa victoire.

Il n'y a donc place dans la lutte pour aucune politique de conciliation, de compromis.

Malgré certaines apparences propres à troubler l'esprit des ouvriers insuffisamment informés, les voies suivies par les Staliniens s'écartent toujours plus des voies de la Révolution prolétarienne. Comment cette situation ne se traduirait-elle pas par un élargissement du front de combat ?

Diverses considérations d'intérêt prolétarien limitent encore l'action des oppositions ouvrières, mais il est sûr que ces raisons de modération et de prudence disparaîtront au fur et à mesure que le gouvernement de Staline prendra figure de gouvernement capitaliste.

N'est-ce pas d'ailleurs Staline lui-même qui porte l'entière responsabilité de cette situation et des conséquences qu'elle déroulera ? N'est-ce pas lui qui a pris l'initiative d'une offensive d'abord sournoise, puis développée publiquement jusqu'aux extrêmes limites possibles ?

N'est-ce pas lui qui a signifié à l'Opposition que le conflit ne pouvait se résoudre que par sa capitulation absolue ?

Lui, qui a imposé à ses adversaires leur moyen de défense en cherchant à se débarrasser d'eux *par tous les moyens* ?

Devant cette évidente volonté de Staline et de ses fonctionnaires de pousser l'offensive jusqu'à l'anéantissement complet de l'adversaire, rien ne permet de croire à la possibilité de circonscrire la lutte et de l'enfermer dans les limites étroites que certaines parties de l'Opposition communiste lui assignent. N'y a-t-il pas une contradiction visible dans le fait d'accuser les Staliniens de liquider la Révolution prolétarienne au profit du capitalisme et de ne voir dans la résistance ouvrière à cette tentative qu'une phase, seulement plus aiguë que les autres, des luttes de tendances ?

La crise actuelle n'est pas une manifestation d'ordre interne étroitement limitée dans ses objectifs, c'est une véritable *lutte de classes* intéressant le prolétariat mondial tout entier.

La capitulation totale, sans condition, exigée des oppositions communistes par Staline n'apporterait à la situation aucun changement appréciable. L'axe du conflit n'est pas entre Staline et Trotsky, mais entre le Stalinisme et le prolétariat. Le fait que les staliniens seraient un peu plus nombreux dans les partis communistes n'empêcherait nullement l'opposition grandissante des ouvriers au Stalinisme de s'affirmer.

Les oppositions communistes doivent donc se convaincre qu'elles n'auront de sens que si elles sont bien *prolétariennes* et traduisent, non des préoccupations de parti, mais les aspirations prolétariennes.

Ce serait s'illusionner grandement que de croire que le problème actuel consiste à renouer dans l'I. C. la chaîne rompue en 1924 par l'avènement du Stalinisme.

Les ouvriers n'acceptent plus aujourd'hui sans discussion les postulats du communisme russe. Ils pensent que les problèmes généraux de la révolution prolétarienne, résolus dans un certain sens par les Bolcheviks restent posés pour tous les prolétariats.

Ils repoussent de plus en plus énergiquement ce néo-léninisme qui prétend anticiper sur l'Histoire en enchaînant la classe ouvrière au destin du Parti communiste et en limitant le champ d'action révolutionnaire de cette classe.

Ils veulent se faire une opinion plus solidement motivée sur le rôle historique des partis politiques et des organisations économiques du prolétariat.

Ils entendent fixer dans leur pleine indépendance et à la lumière de l'expérience le contenu réel et la valeur révolutionnaire de certaines formules qui n'ont jusqu'ici emprunté leur sens qu'à la Révolution russe.

Ils veulent que la notion de classe et le rôle social du prolétariat soient mieux précisés et que soit mieux fixé ce qu'il faut entendre par *prolétariat, organisation et action prolétariennes, prise du pouvoir par le prolétariat, Etat prolétarien, dictature du prolétariat*...

Questions complexes, immenses, mais dont la solution, au moins dans les limites permises par l'état actuel de la conscience ouvrière, conditionne étroitement l'unité révolutionnaire du prolétariat universel.

Aussi est-ce par un rapide examen de certains aspects de ces problèmes que je voudrais terminer cet exposé en m'attachant à exprimer simplement des idées simples.

Fernand LORIOT.

UNE PROPHÉTIE

La C.G.T. n'est qu'une autorité « in partibus » : tout au plus peut-on la considérer comme une société qui se charge de formuler les vœux de la masse des travailleurs ; mais une pareille société ne peut subsister si elle se contente de faire des circulaires et des brochures ; on lui demandera d'aboutir à des résultats pratiques. Elle ne peut rendre des services directs aux institutions locales ; elle devra donc chercher a rendre des services indirects et généraux par l'entremise de son action sur les pouvoirs publics.

Dès que cette nécessité sera reconnue, il faudra abandonner l'attitude vraiment révolutionnaire, faire la paix avec les représentants officiels de la force concentrée du capitalisme et prouver que l'on peut accepter des transactions avec l'Etat bourgeois. Les sociétés d'agriculture les plus réactionnaires sont bien obligées, elles aussi, d'en venir à avoir des relations avec le gouvernement ; quant à celui-ci, il recherche ces relations, parce que, d'après nos traditions nationales, l'Etat doit chez nous se mêler de tout et que le premier des droits du citoyen français est d'être surveillé par la haute police.

La Confédération du Travail me paraît destinée à devenir une sorte de conseil officieux du Travail, une académie des idées prolétariennes, qui présentera des vœux au gouvernement, comme le font les grandes sociétés d'agriculture ; il semble d'ailleurs que le gouvernement se préoccupe de cette évolution et s'apprête à la faciliter.

Décembre 1901. **Georges SOREL.**

(Préface de l'« **Histoire des Bourses du Travail** », de Pelloutier.)

Parmi nos Lettres

Nos Plans de travail

Avons-nous donc présenté nos programmes de travail, tant pour la rédaction que pour l'administration, comme quelque chose de définitivement arrêté, où il n'y aurait plus place pour des apports nouveaux ? On pourrait le penser à voir l'hésitation qu'on met à nous proposer certains articles. Au contraire, nous appelons ces apports nouveaux, et toutes les suggestions possibles pour réaliser le moins imparfaitement ce que nous avons simplement esquissé. Nous demandons à tous nos amis de n'être pas des lecteurs passifs, de nous faire part, dès la lecture de chaque numéro, de leurs remarques et de leurs critiques.

Allot nous écrit :

Superbe, la Révolution Prolétarienne *de 1928. Les lecteurs n'ont plus le droit de se plaindre et comme cadeau de Nouvel An ça se pose là. Aussi je compte bien que la chasse aux abonnés sera bonne et que la* Révolution Prolétarienne *fera un joli bond cette année.*

Bien que le plan de travail soit arrêté, peux-tu me réserver quelques colonnes pour moi au début de juin ? J'hésite pourtant, car dans le nouveau cadre si riche de la Révolution Prolétarienne, *et à côté des études documentées qui paraissent, mon travail peut paraître de peu d'intérêt et ne pas convenir aux lecteurs.*

Voilà. Je renonce à mon travail d'ensemble sur les pêcheurs bretons. Je manque de chiffres vérifiés et les camarades à qui je me suis adressé n'ont pu me les fournir. Le sujet est bien vaste d'ailleurs et il vaut mieux peut-être le reprendre morceau par morceau. Après les articles sur les grèves de Douarnenez et de Penmarch, j'ai assez dit sur la situation des sardiniers.

Je viens d'avoir des chiffres très intéressants concernant la pêche au thon et cela m'a fait penser à une étude sur les thoniers (le passé, la pêche, gain, situation l'an dernier, situation en 1928, etc.). Comme la pêche débute en juillet, je crois que le travail aurait plus de portée s'il paraissait en mai ou juin. Qu'en penses-tu ?

Nous avons répondu à Allot de se mettre au travail ; de même à un militant de l'U. S. T. I. C. A. qui nous écrivait :

Je raconterai un jour chez vous, si vous le désirez, la destruction de l'U. S. T. I. C. A. Ce sera un chapitre de plus de l'histoire des malpropretés communistes.

Racontez-nous l'histoire entière de l'U. S. T. I. C. A. ; sa destruction en formera le dernier chapitre, avons-nous répondu.

Sur nos projets relatifs à l'administration, peu de lettres. Dans quelques-unes, un bravo ! pour la régularité de la *Révolution Prolétarienne*, mais nous souhaiterions que nos lecteurs soient plus bavards et montrent plus d'entrain pour la chasse aux abonnés.

Charbit apporte une suggestion complémentaire :

A coté des « possibles », ne serait-il pas bon et pratique, puisqu'il est prévu chaque quinzaine deux ou trois centaines d'exemplaires pour la chasse aux abonnés, de fournir aux camarades qui voudraient en disposer utilement dans leur coin, soit en les remettant de la main à la main à des « possibles » de leur connaissance, soit en les expédiant eux-mêmes, quelques exemplaires, deux, cinq, dix, vingt même ?

Cela aurait plusieurs avantages. Souvent on hésite à se dessaisir de son exemplaire, de crainte qu'il ne revienne pas. Quand on a fourni une liste de « possibles », on voudrait bien en connaître non seulement le rendement mais l'accueil qui a été fait par chaque camarade tâté. L'administration de la Révolution Prolétarienne *serait déchargée d'un travail qui serait mieux fait sur place par un ami actif..*

Nous ne demandons pas mieux que de mettre à l'essai l'idée de Charbit. Que les camarades à qui l'idée sourit nous demandent des numéros.

Il ne faut exclure aucun moyen ; il faut les utiliser tous, les nouveaux qu'on peut nous suggérer et les

anciens que nous avons déjà expérimentés. Aussi, allons-nous envoyer dans la huitaine deux ou trois centaines de carnets d'abonnement ; il ne faudra pas mettre le carnet dans un tiroir mais dans sa poche, et le sortir souvent.

En dressant la liste d'envois, des oublis seront évidemment commis ; nous ne connaissons pas tous nos amis et nous pouvons même en oublier que l'un de nous connaît mais que les gars de l'administration de la *Révolution Prolétarienne* ignorent. Aussi, sans se formaliser, ceux qui n'en auront pas reçu d'ici le 25, devront nous en réclamer au moins un. Pour grimper aux 2.000 abonnés, il faut que chacun en mette un coup, par l'indication de « possibles », par l'utilisation du carnet, par tous les moyens, quoi !

***

Souvenirs sur Pelloutier

Dès la lettre où il disait avoir vu Pelloutier presque chaque jour pendant une longue période, nous avons écrit à Augustin Hamon : « Il faut que vous écriviez vos souvenirs de cette époque ».

Pas moyen pour le moment nous répond-il, dans une lettre dont voici les parties principales :

Mais oui, mais oui, de 1892 à 1896, j'ai vu Pelloutier presque chaque jour. Nous avions entrepris en collaboration l'année 1892 de ma France Sociale et Politique qui ne vit jamais le jour d'ailleurs pour des raisons éditoriales.

Après 1896 je le vis très très souvent, bien que moins fréquemment. Enfin à partir de 1899 ou 1900, je le vis très peu par suite des agissements du nommé Victor Dave...

Mais tout cela est bien loin. Et pour vous envoyer des souvenirs valant d'être imprimés et servant à votre propagande syndicaliste, il me faudrait des loisirs que je n'ai pas, hélas !

Il faudrait que je recherche mes correspondances avec Pelloutier, les notes que je prenais parfois, pas régulièrement, sur nos discussions et entretiens, la correspondance avec Malatesta, Charles Brunellière (de Nantes), qui m'avait mis en rapport avec Pelloutier à Saint-Nazaire en 1890 ou 1891, etc... C'est des masses de papier à remuer, à dépouiller. Et je n'ai pas le temps.

J'ai tout mon temps pris par mes travaux de la traduction du Théâtre de Bernard Shaw et par la direction d'une petite industrie.

Quand je serai plus vieux — je n'ai que 66 ans — je compte revoir ma vie passée et rédiger des souvenirs. Mais pas maintenant.

Fernand Pelloutier a dirigé à Saint-Nazaire-sur-Loire, avant 1892, un petit hebdomadaire socialiste. Il était alors du P. O. F., mais déjà il ruait dans les brancards. Il vint habiter à Paris, je ne me souviens plus pour quelles raisons. Et nous nous vîmes, car j'étais quasi le seul socialiste qu'il connût personnellement alors, vu que j'avais collaboré à son hebdomadaire de Saint-Nazaire. Je connus alors son père et sa mère qui vinrent aussi à Paris. Je vis plus tard son frère, mais très, très peu.

Pelloutier fut mis par moi en relations avec Gabriel de La Salle, comptable et poète, anarchiste-socialiste (de Nantes aussi), qui habitait place des Vosges et qui dirigeait l'Art Social. Il eut de fréquents rapports avec ce camarade et ami, mort avant guerre, et un des plus beaux caractères que j'aie rencontrés au cours de ma vie.

Pelloutier était un ardent, un passionné absolument opposé à toute collaboration de classe. C'était même là une caractéristique chez lui.

Au moment du Congrès international de Londres, il n'est pas douteux que Pelloutier était communiste-anarchiste. Il ne pouvait souffrir ni la centralisation statale ni la discipline sociale démocrate du P. O. F. Aussi ce me fut facile de l'amener au communisme-anarchique en nos discussions et en lui remettant la littérature anarchique.

Il en résulta une véritable passion antiguesdiste, lui qui avait été guesdiste. Comme il était un organisateur, il chercha à remplacer l'organisation statale centraliste par une organisation fédérative. Et l'aboutissant fut le syndicalisme. Je le vis naître en son esprit et je puis même dire que je l'aidai à sa formation dans son esprit et à sa naissance.

Ma conviction profonde est que si Pelloutier avait vécu il aurait été un enthousiaste de la Révolution Russe, mais qu'il serait resté un syndicaliste anticentralisateur et surtout, avant tout, anticollaborationniste avec la classe capitaliste

Quand je vois Jouhaux revendiquer suivre la politique de Pelloutier, ça me paraît de la grande farce.

***

Comment soulever tout ça ?

Une lettre bien amère d'un vieil ami de province :

Bon Dieu que c'est mort par ici en ce moment ! Des vieux fatigués, comme moi ; quelques demi-vieux qui tiennent encore un peu ; de jeunes ouvriers, presque enfants, qui se saoûlent et ne pensent rien.

Quel « mythe » va remuer et soulever tout ça ?

Quoi répondre d'autre que l'éternel « Aide-toi, le Ciel t'aidera ». C'est la mort, c'est plutôt l'abattement après les espoirs d'après guerre et d'après Mars et Octobre 1917 ; mais la force reviendra, avec elle de nouveaux espoirs ; l'essentiel c'est de semer dans chaque milieu ouvrier, de former quelques hommes qui sachent marcher droit en attendant un réveil général. Aide-toi, le temps et les événements t'aideront.

***

La crise du parti belge

Elle approche de son dénouement prévu et fatal. Voici quelques renseignements fournis par un de nos camarades de Bruxelles qui voit d'autant plus juste qu'il a depuis longtemps secoué la poussière de ses souliers sur le seuil du parti :

La conférence prochaine du parti belge va consacrer l'échec des tentatives oppositionnelles. Coenen l'emporte par 75 mandats contre 33 à Van Overstraeten. Les tours de basse démagogie des majoritaires, leurs manœuvres louches ont eu — déjà — raison des résistances de bien des camarades du rang à qui le jugement des questions russes est — faute de connaissances — inaccessible. Je crains que les « Zinoviev » ne soient en nombre. Et je redoute que l'on parvienne à isoler facilement les opposants récalcitrants avant de les exclure.

L'opposition a eu grandement tort, à mon avis, de ne pas jouer cartes sur table dès le début : elle a, pour mieux gagner à ses idées des camarades perplexes, été trop vague et trop prudente, dans sa première résolution (celle du 27 novembre), elle a été, par contre, dans sa seconde (celle du 2 janvier), brusque et rigide, en prenant à son compte l'ensemble des revendications du bloc de l'opposition russe. Les orthodoxes de petite taille, gens formalistes, comme Coenen et Jacquemotte, ont au surplus misé, non sans succès, sur la contradiction qui se présente de l'une à l'autre résolution pour accuser les opposants de machiavélisme.

***

Les événements d'Allemagne

Quelques remarques intéressantes de Rouviane, qui devait dépouiller pour nous les journaux allemands, mais qui se trouve embarrassé pour en tirer quelque chose d'utile, non seulement parce qu'il est très absorbé par son travail sur Spartakus, mais parce que chaque événement demande à être vu de près :

En m'occupant de ce travail de longue haleine, je néglige de rendre compte des événements de l'Allemagne de maintenant, d'en faire une note de temps à autre, pour la Révolution Prolétarienne. *Je m'en excuse. Les différents journaux que je reçois parlent d'abondance des mouvements et des menaces de grève et de lock-out dans la métallurgie ; je les parcours, je les dépouille ; mais je ne parviens pas ensuite à y trouver matière pour un article intéressant qui apporte plus aux camarades que ce que la grande presse d'information leur donne. Une lettre d'un correspondant instruit et avisé, qui vit sur place, qui participe aux luttes, ferait bien mieux les choses. Le soin d'une monographie de l'actuel conflit dans la métallurgie incombe à un militant d'Allemagne même.*

Que la Révolution Prolétarienne *parvienne à découvrir, en Allemagne, un camarade qui — comme Postgate pour l'Angleterre — lui traite de ces problèmes en toute connaissance de cause, et elle aura franchi l'obstacle.*

LE MOUVEMENT OUVRIER D'APRES-GUERRE

Le Syndicalisme de couleur

Avant la guerre, il était facile d'écrire sur les « tendances » du trade-unionisme. Les trade-unions se casaient aisément dans les classifications imaginées par les théoriciens. Il y avait la tendance représentée par l'**industrial unionism** (organisation par industrie) qui, régulièrement, gagnait du terrain sur l'organisation par métier et la ligne de division était tout à fait claire et générale. Par exemple, les I. W. W. représentaient l'organisation par industrie tandis que l'American Federation of Labor représentait l'organisation sur la base du métier, et nous, quelques-uns d'entre nous annonçaient qu'avant longtemps les I. W. W. auraient, en conséquence, absorbé l'A. F. of L.

Aujourd'hui, cette distinction est beaucoup moins importante. L'union de métier était, par exemple, généralement condamnée comme lente dans l'action et sourde aux appels à la solidarité. Mais la grève générale britannique de 1926 a montré que cela était loin d'être vrai : les unions de métier furent celles qui répondirent avec le plus d'empressement à l'appel à la solidarité lancé par les mineurs et les soutinrent avec le plus de fermeté. Par contre, la seule grande union anglaise qui soit consciemment et délibérément industrielle, l'Union nationale des Cheminots, a mis volontairement à sa tête depuis de longues années l'homme qui incarne le mieux une politique étroite et réactionnaire de collaboration avec les capitalistes : J.-H. Thomas.

Ce qui a bouleversé les anciennes classifications, c'est le fait que, depuis 1917, les syndicats ont dû s'adapter, dans la plupart des pays, à un état de choses où la complète reconstruction de la société constituait la politique pratique. Qu'il s'agisse de révolution sociale, comme en Italie, en Allemagne, en France et en Russie, ou de révolution nationale, comme dans l'Inde et en Chine, dans chacun de ces cas une transformation radicale dans le domaine social et économique était absolument possible et les membres des syndicats étaient appelés à jouer un grand rôle. Ils se trouvaient ainsi divisés — ou unis — sur des bases totalement différentes de celles de 1914.

Par suite, un des aspects du mouvement syndical d'aujourd'hui, le plus important, aurait été à peine compris en 1914 : c'est le « syndicalisme de couleur », pour employer la dénomination courante, brève mais inexacte. C'est l'entrée dans les rangs du travail organisé des coolies d'Asie et d'Afrique, de la soumission sans réserve desquels la suprématie des blancs dépend. C'est un signe — un des signes — du glissement du centre et de la puissance de la civilisation, de l'Europe vers l'Est et le Sud. Parfois, cette organisation syndicale des coolies s'est accomplie au milieu de l'hostilité des travailleurs blancs, presque jamais avec leur aide.

Les trois principaux centres géographiques du nouveau trade-unionisme sont l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud. Sa forme principale est généralement un « trade-unionisme de masse », c'est-à-dire que les unions sont des groupements rudimentaires, sans classifications, dont les effectifs s'accroissent tout d'un coup par milliers en temps de troubles pour fondre presque complètement un mois ou deux plus tard.

Dans l'Afrique du Sud, l'unique union d'indigènes n'existe que depuis 1919, quand elle fut créée avec un effectif de 24 membres. Depuis lors on a assisté aux habituels flux et reflux d'adhérents mais il semble qu'il existe maintenant un solide noyau de plusieurs milliers de trade-unionistes convaincus.

L'Union des Travailleurs indigènes du Sud-Africain

L'organisation des indigènes africains est extrêmement difficile. Plus le blanc se rapproche du Cafre, plus oppresseur il est. Les Hollandais du Cap, les Boers, ceux qui ont été le plus longtemps en contact avec les travailleurs noirs, considèrent les Cafres comme des esclaves qu'on ne peut faire marcher qu'à coups de bâton. Le blanc d'origine britannique est habituellement moins brutalement prévenu à l'égard des indigènes mais il se rapproche rapidement de la mentalité des Boers. Même le « Labour » sud-africain — de petites unions de métiers groupant les travailleurs blancs qui reçoivent de hauts salaires souvent comme surveillants de la main-d'œuvre noire — ne manifeste qu'une sympathie verbale à l'égard du trade-unionisme noir. Le lointain Colonial Office de Londres qui, dans un temps, affecta de protéger les noirs, les abandonne maintenant à leur destin.

Au Congrès de 1927 de l'Union des Travailleurs industriels et commerciaux (l'union indigène : I. C. M.) dont le secrétaire, Clements Kadalie, a été souvent menacé d'expulsion du Transvaal, les sujets discutés et la manière dont ils furent discutés montrent clairement à la fois le caractère primitif de l'Union et le fait que seulement dans son sein se trouve le vrai « travail » sud-africain et non une petite aristocratie blanche. Le principal grief formulé visait le système de cartes d'identité au moyen duquel un vrai vestige d'esclavage pèse encore aujourd'hui sur le travailleur noir.

L'incident le plus intéressant réside dans le discours d'un chef de tribu. Il déclara qu'il était un travailleur et que tous les membres de sa tribu étaient des travailleurs, de rudes travailleurs ; il parlait aussi, ajouta-t-il, au nom de dix princesses. (Son adhésion, celle de la tribu et celle des dix princesses furent acceptées avec enthousiasme.) Il appela alors l'attention du Congrès sur le grief suivant, l'invitant à y porter remède : la présence de lions dans le voisinage de la tribu causait une grande gêne dans le travail et troublait le repos des nuits. Le gouvernement, avisé de ce fait, s'était borné à leur suggérer d'éloigner les lions en faisant du bruit au moyen de bidons de pétrole vides.

Je ne sais pas ce que le Congrès décida là-dessus mais le fait suffit à montrer le caractère singulier des problemes que l'Union doit résoudre. Le compte rendu officiel révèle également une naïveté d'hommes simples. Le secrétaire se permet en effet d'écrire : « Ici, Mr... fit un long et très ennuyeux discours sur des considérations générales et d'aucune utilité pour les congressistes. S'embarrassant lui-même dans sa pensée, il s'assit. » Quelle description vive et juste de beaucoup de discours de congrès — mais combien rare est un compte rendu si fidèle !

Le mouvement syndical hindou

Tandis qu'il est aisé de décrire l'I. C. M., le mouvement trade-unioniste dans l'Inde est extrêmement difficile à dépeindre. L'Inde est, à elle seule, un continent dans lequel le barbarisme religieux le plus horrible existe côte à côte avec une culture raffinée ; où des races d'abjecte servilité vivent proches de castes de guerriers. De sorte que toute remarque générale risque d'être inexacte au moins pour une catégorie de travailleurs.

Le mouvement syndical hindou doit sa vie, indirectement, à Gandhi. D'autres hommes : C.-F. Andrews, N.-M. Joshi, Kanji Dwarkadas, F.-J. Ginwala et Shiva Rao, l'ont servi plus immédiatement mais l'esprit de révolte indispensable fut provoqué par Ghandi et son mouvement de non-coopération. Le travailleur hindou

avait été depuis tant de siècles une victime consentante de l'oppression qu'un stimulant moral violent (de stimulant économique il y en avait trop) était nécessaire pour l'amener à se considérer lui-même comme un homme. Ghandi anéantit cette mentalité servile chez des millions d'Hindous et leur apprit à se respecter.

Les grandes grèves textiles de Bombay, du Bengal et de Madras suivirent. Durant toute la période la plus mouvementée de cette lutte, le Trades Union Congress pan-hindou resta — ce qu'il est toujours — une organisation squelettique. Il est douteux qu'un sur cent des grévistes appartenait à l'organisation syndicale. Mais les grévistes considéraient les leaders de l'Union comme leurs chefs et se considéraient eux-mêmes comme des syndiqués. Ils acceptaient sans hésiter les décisions du T. U. C. D'ailleurs, même s'ils avaient eu une claire idée des obligations syndicales, ils n'avaient pas d'argent pour payer des cotisations. Ces grèves ne se terminèrent pas par de notables victoires ; pour quelques-unes ce fut la pleine défaite. Mais indirectement elles donnèrent de grands résultats : d'abord elles mâtèrent l'avidité sans mesure des employeurs, ensuite elles assurèrent le droit syndical et provoquèrent un élan soudain de législation sociale.

En 1926, le T. U. C. hindou annonçait un effectif de 100.000 membres. Au congrès précédent, 31 unions étaient représentées, la plupart peu importantes et locales (il n'existait pas d'union nationale, à l'exception de l'Union des marins). Il y avait 66 délégués. Par suite de la vaste étendue du pays, un nombre disproportionné de délégués vinrent des villes voisines au lieu du Congrès. Néanmoins il reste vrai de dire que le T.U.C. n'est encore qu'une organisation squelettique et ce n'est qu'après une nouvelle vague de grèves que ce squelette se couvrira de chair ferme.

En Chine, Unions « jaunes » et mouvement rouge

Le mouvement syndical chinois, personne ne peut le décrire avec certitude. Jusqu'à l'époque où Tchang Kaï Chek passa à l'ennemi et brisa l'unité du Kuomintang, ses traits étaient assez clairs. Mais maintenant tout est brouillé. Dans une province donnée quand le général Fang est battu par le général Sung qui, à son tour, succombe devant le général Tchang, les unions se caractérisent d'après les conceptions du brigand qui est victorieux. Il y eut cependant, et probablement il y a encore, deux genres d'unions : les rouges et les jaunes. De même qu'en Afrique et dans l'Inde leur seule existence est ce qui compte ; le reste n'est que secondaire.

Les moins importantes sont les unions jaunes. Elles ne sont pas « jaunes » au sens ordinaire de ce mot dans le mouvement ouvrier : ce sont des unions véritables dont les membres et les dirigeants sont de réels coolies et qui s'occupent activement des questions de salaires et des conditions de travail. Mais elles sont très petites en nombre et elles cherchent à travailler la main dans la main avec les représentants des grandes entreprises et à s'abstenir de politique, ce qui est un programme impraticable. Pour le bien comme pour le mal, le véritable mouvement syndical chinois est le mouvement « rouge ». Les unions qui le constituent (beaucoup plus fortes dans le Sud où le mouvement nationaliste remporta ses plus grands succès) sont en grande partie dirigées par des étudiants, les coolies ne sachant ni lire ni écrire. Elles ont été profondément influencées par la Révolution russe et sont souvent communistes dans leurs déclarations. Il est tout à fait probable, comme leurs ennemis le disent, que leurs dirigeants étudiants consacrent trop de temps aux discussions politiques et les jettent un peu étourdiment dans des grèves. Mais sans l'excitation engendrée par l'agitation politique et les grèves fréquentes, l'ouvrier chinois n'aurait jamais été poussé à se défendre dans le domaine économique et n'aurait jamais arraché les augmentations de salaires tout à fait remarquables qui ont été successivement obtenues.

Du destin de ces unions dans l'Inde, en Chine et en Afrique, on peut dire sans exagération que le destin de tous les travailleurs blancs dépend. Le déclin de la la Grande-Bretagne et la misère des ouvriers britanniques sont dus, en grande partie, à la compétition des ouvriers de couleur. Les salaires britanniques étant élevés, le capital (ce qui signifie les usines et la main-d'œuvre) se porte vers les pays d'Orient où les salaires sont environ un vingtième des salaires des ouvriers blancs. Les manufactures de jute de Calcutta ferment les portes des manufactures de Dundee et réduisent les ouvriers britanniques au chômage aussi sûrement que si les miséreux ouvriers de l'Inde faisaient les jaunes dans les usines d'une ville voisine. A moins que les travailleurs de couleur puissent être aidés à s'élever à un niveau si haut que le capital ne trouve nul profit à s'en aller vers l'Est, il n'y a plus d'espoir pour l'Europe.

Le même raisonnement s'applique à un moindre degré au Canada, à l'Australie et aux autres pays où la main-d'œuvre blanche est relativement garantie. Ils ne pourront, seuls ou avec l'aide d'une Grande-Bretagne ruinée, contenir toujours les travailleurs jaunes. Aussitôt que la Chine et le Japon auront restauré leur normalité politique, la pression se fera sentir. Une solution peut résider dans une guerre d'une extrême violence dans le Pacifique. L'autre doit être cherchée dans un effort concerté, par la propagande, par l'envoi d'organisateurs blancs, par l'aide financière, et toutes autres méthodes de même nature à étudier, pour élever le niveau de vie des travailleurs chinois. Dès qu'ils se sentiront encouragés à exiger un niveau de vie décent, les coolies ne seront plus un danger pour le travailleur blanc. Ils ne seront plus tentés de se porter par milliers dans d'autres pays.

Jusqu'à maintenant les travailleurs chinois n'ont connu d'autres amis que les Russes. On peut penser que sur un point important (en les encourageant à revendiquer trop tôt le pouvoir) ces amis sincères leur ont fait suivre une tactique erronée. Une communication permanente et une alliance effective, entre les travailleurs chinois, hindous et africains et les travailleurs d'Europe et d'Amérique ne pourraient faire aucun mal et feraient certainement beaucoup de bien.

R.-W. Postgate.

LE COLLIER DE PERLES

Les ententes internationales sont de toute nécessité pour l'Europe, en face de l'Amérique unie. Toutefois, M. Duchemin tient à déclarer que la rationalisation poussée à l'extrême serait génératrice de conflit.

(*Journée Industrielle*, du 19 février ; compte-rendu d'une réunion du Comité Central industriel de Belgique, à laquelle participait M. Duchemin, président de la Confédération de la Production française.)

***

Nous serions bien étonnés si la Chambre expirante ne votait pas la loi sur les assurances sociales par l'Etat. Or, cette loi sera l'arrêt de mort des caisses d'allocations familiales, elle mettra à la charge de la production nationale quelques milliards complémentaires et compliquera un peu plus nos difficultés économiques.

Firmin Bacconnier, *Action Française*, du 12 février.

***

C'est cette claire vision de la réalité capitaliste et prolétarienne qui a sauvé la révolution russe du « poutchisme » en permanence de Léon Trotsky et de ses amis on ne peut plus compromettants...

Charles Rappoport, *Humanité* du 26 février.

Notes Economiques

Un mot à proscrire : Rationalisation

Sauf peut-être quelques mesures qui font partie de ce qu'on appelle la « standardisation », toutes celles qu'on propose sous le nom de « rationalisation » rentrent dans deux catégories : les unes ont pour but de développer et perfectionner le système des monopoles : cartel, trust, etc. ; les autres ont pour but de développer, de perfectionner et d'intensifier le travail à la tâche. Le nouveau nom dont on gratifie ces deux choses ne change rien à leur nature. La rationalisation c'est, et ce n'est que le monopole et le travail à la tâche. Le nouveau mot est le camouflage destiné à faire avaler ces vieilles choses, trop honnies quand elles se présentent à visage découvert.

Reconnaissons que le camouflage a parfaitement réussi. Demandez à Jouhaux ce qu'il pense des trusts et du travail à la tâche : il les vouera aux gémonies. Mais demandez lui ce qu'il pense de la « rationalisation » : il trouvera ça épatant.

C'est pourquoi il est indispensable de proscrire absolument ce mot de rationalisation. Quand on nous parlera de rationalisation, demandons quelles mesures on propose pour « rationaliser » ; nous n'aurons pas de peine à montrer que ces mesures ne sont, selon les cas, que des mesures de monopolisation ou des mesures d'accroissement du travail à la tâche ; et discutons alors monopoles et travail à la tâche. Ainsi nous discuterons sur des réalités, des réalités que nous connaissons bien, et non sur des mythes.

La rationalisation n'est pas autre chose que la nouvelle divinité inventée par la bourgeoisie pour remplacer la déesse Liberté, maintenant trop usée, celle-ci ayant été inventée elle-même pour prendre la place du vieux « bon Dieu », trois divinités ayant le même but : obtenir l'assentiment des exploités à leur exploitation, au nom d'un soi-disant principe supérieur.

Arrachez le masque ! Foutez à bas les grands mots et les grands principes ! Voyez la réalité !

*
* *

La patrie, chose essentiellement bourgeoise
Contraste entre Algérie et Tunisie

Il est un fait assez étonnant au premier abord, et qui frappe tout observateur, même superficiel, de l'Afrique du Nord, c'est le contraste entre les objectifs que se donnent les populations indigènes de l'Algérie et celles de la Tunisie, dans la lutte qu'elles mènent pour secouer l'oppression dont elles sont victimes.

En Tunisie, la lutte est menée sous le signe de l'indépendance nationale. Les indigènes tunisiens tendent à ce que se constitue de plus en plus un Etat tunisien, une culture tunisienne, un peuple tunisien, de plus en plus homogènes, et de plus en plus distincts de l'Etat, de la culture, du peuple français. En Algérie, au contraire, dans aucune couche de la population indigène n'existe un sérieux désir, une véritable volonté d'indépendance. Le « mot d'ordre » d'indépendance de l'Algérie, importé tout frais il y a quelques années des écoles léninistes de France, et ressassé depuis lors avec une louable persévérance, n'a fait que montrer, par le manque absolu d'écho qu'il a rencontré, combien il ne correspondait nullement à l'état d'esprit de la population. Ce que revendique l'indigène algérien c'est exactement le contraire de l'indépendance : c'est d'être un Français complet, avoir tous les droits et toutes les garanties du Français, être un « citoyen » français. Transporté en Tunisie, un tel mot d'ordre ferait crier à la trahison même par le plus modéré des destouriens.

Les deux revendications sont aussi révolutionnaires l'une que l'autre, en ce sens, que la bourgeoisie française s'y oppose avec la même violence et qu'elle ne les acceptera que contrainte et forcée. Pour avoir réclamé la francisation complète de ses compatriotes, l'Algérien Khaled a été obligé de partir pour un exil indéfini, tout comme le Tunisien Mohamed Ali a été condamné à dix ans d'exil pour avoir organisé les travailleurs indigènes de son pays en une C.G.T. distincte des C.G.T. françaises. (Ces deux preuves de « libéralisme » ont été d'ailleurs données par le Cartel le plus pur, Herriot régnant, appuyé par les socialistes.) Pour l'exploiteur, ce qui importe seul en effet, c'est de pouvoir surexploiter un sous-prolétariat : un prolétariat dépourvu de tous droits. L'accession de l'indigène algérien aux droits de citoyen français, tout comme celle de l'indigène tunisien à l'indépendance, supprimeraient pareillement le sous prolétariat... et le sur-profit.

Mais cette même opposition de la bourgeoisie française aux revendications des Algériens et des Tunisiens n'empêche point qu'il y ait entre ces revendications une opposition radicale.

Pourquoi cette opposition ?

Algérie et Tunisie forment une véritable unité géographique, l'une n'étant que le prolongement de l'autre : même climat, mêmes altitudes, mêmes cultures et même élevage, — mêmes populations, même religion.

Il y a cependant une différence, il n'y en a qu'une, mais elle est capitale : en Tunisie, il y a des villes, des villes arabes, — en Algérie, il n'y en a pas. Comme vient de le remarquer encore dans un livre récent un intelligent géographe (1), la Tunisie, — ainsi qu'à un moindre degré, une partie du Maroc — est, depuis des siècles, depuis Carthage, un pays de villes. L'occupation française a trouvé en Tunisie de grandes villes arabes, et celles-ci continuent aujourd'hui encore à exister et se développer, en tant que villes arabes. Sousse, Kairouan, Tunis, Sfax, les quatre grandes villes de Tunisie, sont des villes *indigènes*, de 20.000 à 80.000 habitants musulmans, sur le pourtour desquelles s'est simplement greffé un quartier européen (quartier ne contenant généralement que quelques milliers d'habitants, sauf à Tunis où la population européenne est du même ordre de grandeur que la population indigène). En outre, à côté de ces grandes villes, la Tunisie, au moins celle du Nord et celle du Centre, est parsemée de petites villes ou gros villages, non moins indigènes, et qui sont, tout comme nos sous-préfectures ou nos chefs-lieux de canton, de véritables bourgs urbains, remplissant des fonctions économiques urbaines, et non de simples agglomérations paysannes.

En Algérie rien de semblable. A part Tlemcen, qui d'ailleurs ressort plutôt au Maroc qu'à l'Algérie, il n'y a pas de villes indigènes. En y arrivant il y a cent ans, les Français n'en ont pas trouvé ; ce qu'on appelait de ce nom n'était que de simples sites stratégiques, terrestres comme Constantine, maritimes comme Alger ; aujourd'hui, il n'y en a pas davantage : toutes les villes sont des villes françaises ; ce qu'on y appelle la ville indigène n'est que le quartier où vit la partie la plus misérable de la population et où s'étale la prostitution. Pas davantage de bourgs campagnards : il n'est que des groupes de gourbis.

Or, qui dit ville, dit bourgeoisie. La ville, c'est essentiellement un centre d'échanges : on achète aux gens de la campagne environnante qui viennent vendre leurs produits à la ville, et on leur vend ce qui leur manque ; on achète des matières premières qu'on transforme en produits manufacturés, on prête de l'argent ; on administre ; tous échanges de biens et de services qui constituent la fonction propre de ce qui s'appelle précisément la bourgeoisie.

En sorte qu'en Tunisie il y a des villes et il y a une bourgeoisie, une bourgeoisie arabe ; en Algérie, au contraire, il n'y a pas plus de bourgeoisie indigène qu'il n'y a de villes indigènes.

En dehors de quelques hauts fonctionnaires, civils ou religieux, auxquels le capitalisme français permet de s'en-

(1) Voir *Gautier. Les Siècles obscurs du Maghreb.*

richir des dépouilles de leurs compatriotes, à condition de le servir, il n'existe guère en Algérie comme population indigène que des prolétaires urbains et des paysans. C'est là la raison qui fait que s'il y a en Tunisie un patriotisme tunisien, un mouvement vers l'indépendance nationale, en Algérie rien de pareil n'existe.

La patrie n'existe en effet que là où il y a une bourgeoisie ; la notion de patrie naît avec la bourgeoisie, et disparaît avec elle. Car le prolétaire, lui, « n'a pas de patrie ». Comment en aurait-il, puisque ne possédant rien « on ne saurait lui prendre ce qu'il n'a pas ». Sa patrie est partout où il trouve à employer ses bras. Le monde est sa patrie. Quant au paysan, ses intérêts sont trop exclusivement locaux (1), pour qu'il puisse se créer cette notion d'intérêt commun à une large région qu'est le patriotisme. Le paysan est en deçà de la patrie, comme le prolétaire en est au-delà. Une patrie, c'est un marché, c'est l'ensemble d'un marché, c'est, eu égard, à l'état de la technique à l'époque considérée, une unité économique; la bourgeoisie qui est la classe qui, par l'échange, tient les leviers de ce marché, celle qui fait fonctionner les rouages de transmission, a conscience de cette unité ; elle a intérêt à cette unité qui seule lui permet de remplir sa fonction, et d'en vivre — elle seule peut donc créer la « patrie ».

Cette vérité, bien connue des révolutionnaires se trouve donc une fois de plus confirmée par la co-existence d'une bourgeoisie tunisienne et d'un patriotisme tunisien d'une part, par l'absence simultanée d'une bourgeoisie algérienne indigène et d'un patriotisme algérien indigène, d'autre part.

R. LOUZON.

---

(1) Je parle là, bien entendu, seulement du véritable paysan, le cultivateur ou l'éleveur qui, avec un outillage rudimentaire qu'il fabrique lui-même ou fait fabriquer par l'artisan du village, produit presque exclusivement pour ses besoins propres et ceux de sa famille. Le fermier capitaliste n'est pas, lui, un paysan, il n'est qu'une variété particulière de l'entrepreneur capitaliste ; c'est un bourgeois, — la classe n'étant pas constituée par ceux qui produisent les mêmes choses, mais par ceux qui *produisent de la même manière.*

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

La crise du syndicalisme chez les Agents des P. T. T.

De quoi peuvent s'étonner ceux qui n'ont cessé de prévoir l'état de désagrégation dans lequel est tombé le syndicalisme chez les agents des P. T. T. ?

De rien, sinon que cette situation critique ne se soit pas révélée plus tôt.

Le présent prouve que nous avions bien envisagé l'avenir quand, en 1921-22, — dans *Le Syndicaliste des P. T. T.* — nous fîmes la propagande pour que notre groupement gardât son unité en se mettant dans l'autonomie, afin de lui laisser le maximum de force, pour mener à bien la lutte que tout le monde prévoyait comme inéluctable dans le domaine des revendications corporatives.

Aujourd'hui, nous assistons à son démembrement.

Faire l'historique complet de notre groupement serait beaucoup trop long. Disons seulement que de 1900 à 1918 il s'appela « Association Générale des Agents des P. T. T. » et se transforma en Syndicat national le 31 décembre 1918.

En 1921-22, au moment où la scission brisa les forces ouvrières, il fut lui aussi soumis à une dure épreuve.

Trois tendances s'affrontèrent :

La première avec tout le Conseil syndical était pour le maintien de l'adhésion à la C. G. T.

La deuxième (tendance Lartigue-Gourdeaux) voulait l'adhésion à la rue Grange-aux-Belles.

La troisième (à laquelle j'appartins) demandait que notre groupement se retirât dans l'abstention qui signifiait l'autonomie, et qui était pour nous, le seul moyen susceptible de conserver à l'organisation *le maximum de force et aussi le maximum d'unité de vues sur les revendications du personnel.*

Au Congrès des agents (avril 1922) fut accepté tout syndiqué au pair de ses cotisations au 31 décembre 1921.

Dès le premier jour de ce Congrès, au nom des camarades adhérents au Comité fédéral postal unitaire, Raynaud déclara : « Nous sommes obligés de « vous dire que, quelles que soient les décisions « prises par le Congrès syndical, nous sommes adhé- « rents à la C.G.T.U. et nous resterons adhérents à « la C. G. T. U. »

Cette déclaration donna une forte majorité à la première tendance. Nous nous inclinâmes devant ce vote dont voici les résultats :

Pour la C. G. T.	8.965 voix
Pour la C. G. T. U.	979 voix
Pour l'autonomie	3.245 voix

Bon nombre de nos camarades qui votèrent pour l'autonomie ne voulurent rester groupés dans aucune des deux C. G. T. et depuis, se tiennent à l'écart de toute organisation. Ils furent pourtant des meilleurs dans l'A. G. et dans le syndicat.

La question des traitements qui intéresse tous les postiers a fini de dissocier le personnel « agent » et a renforcé « l'esprit de catégorie » tandis qu'elle faisait éclater parmi les militants du syndicat, un malaise très grave qui a entraîné la démission de tout le Conseil syndical et ouvert un conflit avec la Fédération Postale. Quoi d'étonnant à ce que le per-

sonnel d'exécution soit lésé dans ses revendications quand elles sont défendues devant les pouvoirs publics avec des points de vue aussi divers qu'il y a de groupements à les soutenir. La nomenclature de ces derniers commence à être longue. Nous avons :

1° La Fédération postale confédérée : agents, employés, ouvriers des lignes.

2° La Fédération postale unitaire: agents, employés, ouvriers des lignes.

3° La Ligue féminine.

4° Le Syndicat professionnel des dames.

5° Le Syndicat des cadres.

6° Le Syndicat des manipulants.

7° L'Association générale des commis qui vient de se constituer et groupe déjà cinq mille membres sur douze mille commis que comprend le personnel des P. T. T.

Qu'est-ce qui a fait naître ce dernier groupement, qui jette la stupéfaction et la crainte aussi bien chez les confédérés que chez les unitaires ?

C'est la déception provoquée par l'avilissement de la situation des commis dans la révision des traitements. Mal défendus par les organisations syndicales, ils espèrent faire mieux en se défendant eux-mêmes et recouvrer ainsi la situation qu'avait leur catégorie avant la guerre, dans l'ensemble des fonctionnaires.

Traitement, avancement, garanties leur étaient enviés par les agents des autres administrations de l'Etat qui sont arrivés à les rattraper, certains même à les dépasser.

Les commis des P. T. T. ont vu leur traitement d'avant-guerre multiplié par le coefficient 4 tandis que la grande majorité des autres fonctionnaires obtenait le coefficient 5.5 ; d'où lutte entre postiers et instituteurs, postiers et vérificateurs des Contributions indirectes.

La C. G. T. fut appelée à arbitrer le conflit entre postiers et instituteurs. Un compromis qui reconnaît à ces derniers les mêmes avantages qu'aux postiers fut accepté par l'ex-secrétaire général du syndicat des agents ; compromis qui maintient le coefficient 4 au commis des P. T. T., tandis que celui de l'instituteur est supérieur à 5.

Le mécontentement fut si grand qu'il déterminera la formation de « *l'Association Générale des Commis* » tout comme l'inégalité de salaire entre les commis et les dames poussa ces dernières à constituer « la Ligue féminine ».

D'autres raisons de mécontentement contribuèrent à la constitution des divers groupements :

1° L'acceptation de l'examen de grade pour les commis.

2° Le concours régional pour les dames qui se recrutaient par concours général.

3° L'acceptation de la « barrière » qui empêche un agent de franchir le traitement moyen s'il n'a pas des notes de choix.

Se combattant, en donnant libre cours à leur égoïsme de « catégorie », au lieu de chercher à s'entendre, ces groupements ne peuvent réussir dans la tâche qu'ils se sont assignée : *modification importante des traitements.*

La presse professionnelle nous apprend que chez les « Employés » naissent aussi des associations dissidentes.

La scission de 1922 s'étend, s'amplifie. C'est l'émiettement des organisations syndicales.

En 1921, il y avait un groupement fort, capable de tenir tête aux pouvoirs publics. Il fut brisé par nos néo-léninistes 100 %, qui affirmaient qu'on ne peut être révolutionnaire en restant adhérent à la C.G.T. Nous voyons aujourd'hui les tristes résultats de cette singulière conception du syndicalisme.

Dans l'intérêt de ce dernier et des syndiqués, on ne pouvait approuver la création de la Fédération postale unitaire ; dans le même intérêt, on doit, aujourd'hui, condamner l'élargissement de la scission.

De cette crise du syndicat confédéré, la F. P. U. n'a rien retiré. Dames et commis se sont éloignés de la C. G. T. et n'ont pas pris le chemin conduisant à la C. G. T. U., ce qui fait dire à un journal des unitaires :

« Fédération confédérée, Fédération unitaire, « liguez-vous sans retard, conjuguez vos efforts contre « les syndicats de catégorie. C'est une question de vie « ou de mort pour le syndicalisme. »

Le mal est, en effet, profond.

La Fédération unitaire a fait des propositions d'entente au Syndicat national des agents. Le nouveau Conseil les a acceptées. Elles furent soumises au Conseil national syndical qui, à la majorité des voix, décida de les défendre au Conseil national fédéral. Par 62 voix contre 18 et 2 abstentions, ce dernier les repoussa par un ordre du jour qui « déclare s'en tenir à l'esprit des notions qu'il a votées précédemment sur l'unité syndicale ainsi qu'à l'ordre du jour adopté sur le même objet par le dernier Congrès confédéral ».

Je répète aujourd'hui, ce que nous disions en 1922 au *Syndicaliste des P. T. : « En dehors de l'unité, il n'y a pas de lutte possible. »*

La fusion des deux fédérations postales serait la mort des groupements de catégorie, le retour à l'organisation d'un grand nombre de ceux qui ne cotisent plus, une vie nouvelle et forte du syndicalisme dans les P. T. T.

Ne nous leurrons pas, cette fusion n'est pas proche.

G. LACOSTE.

Les Causeries de la Ligue Syndicaliste

Sur les Assurances sociales

Spécialiste de la question des Assurances sociales, notre ami le docteur R. Lafontaine fit, le lundi 27 février, une causerie remarquable sur ce sujet aux militants de la Ligue Syndicaliste.

Sans s'arrêter aux diverses modifications subies par le projet de loi depuis son dépôt, Lafontaine entreprit d'en démonter, pièce à pièce, le mécanisme tel qu'il sort du Sénat et se trouve soumis à la Chambre.

Les Assurances sociales seront financées par un prélèvement de 5 % sur le salaire, prélèvement qui sera opéré par le patron et auquel celui-ci ajoutera une somme égale constituant sa part.

Les Assurances sociales seront obligatoires pour tout ouvrier ou employé dont le salaire ne dépasse pas 18.000 francs par an et qui ne se trouve pas déjà placé sous un régime spécial, comme les mineurs, les cheminots, les fonctionnaire et agents des services publics.

Seront assurés : les risques de maladie, d'invalidité, de maternité, de vieillesse et de décès. Rien n'est prévu pour le chômage, sauf l'exonération de cotisations pendant l'arrêt du travail à condition qu'il ne dépasse pas six mois.

Au point de vue financier, il est envisagé que la somme à capitaliser par l'organisme d'Etat qui gèrera les Assurances atteindra deux milliards et demi par an : cette capitalisation aura pour but de garantir les risques invalidité et vieillesse.

Les caisses primaires paieront les allocations de maladie qui atteindront la moitié du salaire ; ces organismes s'entendront avec le corps médical pour les soins à donner aux malades : les soins seront gratuits; cependant le malade devra en supporter 20 %, ceci étant une sorte de « ticket modérateur ».

Ici, Lafontaine exposa qu'il fallait se préoccuper de savoir quelle médecine recevront les assurés ? Est-ce la

« médecine patronale » comme elle existe déjà dans certaines exploitations, par exemple aux Mines d'Anzin, « médecine patronale » qui n'a rien de différent de la médecine militaire ? Ou le prolétariat obtiendra-t-il d'être soigné réellement ; recevra-t il de la « bonne médecine » ?

Une discussion, comme à l'accoutumée, suivit l'exposé. Elle fut intéressante. Tout d'abord, un militant confédéré, Perdon, prétendit que le corps médical était en partie responsable des imperfections dénoncées par Lafontaine. Selon Perdon, il faut accepter le projet tel qu'il revient du Sénat, quitte à le faire améliorer avant son application, c'est-à-dire avant dix-huit mois.

Des interventions de De Groote, de Mahouy, de Duc, de Charbit, de Legendarme, de Leblanc, de Marzet, de Lazarevitch, on peut dégager qu'un premier point d'interrogation se pose devant les militants :

Doit-on accepter les Assurances Sociales ? Peut-on admettre qu'elles garantiront réellement le prolétariat contre les risques sociaux ? Ne faut-il pas les repousser en bloc, sous peine de tomber dans le réformisme ?

Ceux qui croient qu'il serait vain d'essayer de détourner le prolétariat des Assurances Sociales, mais qu'il faut mener la lutte sur ce terrain comme sur les autres, ceux-là ont le devoir de se poser, dès maintenant, d'autres points d'interrogation.

Le prélèvement de 5 % qui sera opéré sur le salaire constituera, dans la réalité, une diminution de salaire. Ne faudra-t-il pas revendiquer une augmentation équivalente pour faire supporter au patronat, comme la justice le voudrait, tous les frais des Assurances sociales?

Pouvons-nous accepter le contre-projet de la C.G.T.U. qui veut faire supporter les frais des Assurances sociales par l'Etat ?

Il y a un danger dans l'énorme capitalisation qui sera faite par l'Etat. Comment les assurés pourront-ils veiller à ce que leur argent ne prenne pas le chemin de celui de la Caisse des Invalides de la Marine, dont avant-guerre, la *Vie Ouvrière* avait narré l'histoire ?

Le pourcentage de 20 % des frais médicaux que devra payer l'assuré dès le début de sa maladie ne sera-t-il pas, sous le prétexte d'éloigner les « malades professionnels » une brimade pour les assurés?

Cette causerie de la Ligue a eu pour premier résultat d'amener les militants syndicalistes à s'intéresser plus que par le passé à la grosse question des Assurances sociales.

Contre les Exclusions

Nous demandons à tous les militants syndicalistes soucieux de l'intérêt du mouvement, de venir à la réunion qui aura lieu le Vendredi 16 mars, à 20 h. 30, salle Rouillard, 6, rue Dupetit-Thouars et 1, rue Dupuis (Métro: République ou Temple).

Les quatre exclus des Producteurs d'électricité exposeront les causes et les circonstances de leur exclusion.

▣ ▣ ▣

Le Courrier de la Ligue

Saint-Etienne, 6 mars.

Jouhaux est donc venu à Saint-Etienne. « L'effet moral » recherché doit être produit à ses yeux, le souvenir de la réception de 1921 effacé.

Réunion non seulement privée, mais défense aux confédérés de poser une question. Il ne fallait pas qu'on puisse dire que Jouhaux avait été interpellé. 500 personnes environ à l'Eden-Théâtre. L'ordre du jour non mis aux voix, mais voté à l'unanimité, dit la *Tribune*.

L'exposé de Jouhaux : Brève allusion à la lutte des classes, fait social mais non théorie. Exposé détaillé de la stabilisation, de la rationalisation, de la paix par la S. D. N. Couplet sur le B. I. T. et la loi de 8 heures maintenue parce que les délégués ouvriers étaient au B. I. T. Pour finir une envolée sur l'école unique.

Pas un mot du C. N. E. intégré dans le mécanisme de l'Etat ni des résultats de la collaboration de guerre et d'après-guerre.

Que reste-t-il aux Unions ?

L'Union confédérée de la Seine vient de reviser ses statuts. Elle a trouvé moyen d'y inclure qu'« elle a pour but de développer au sein des syndicats l'esprit fédéraliste qui anime la C.G.T. », puis tout aussitôt de déclarer absolument le contraire, et cette fois d'en préciser une mise en pratique minutieuse. Voyez par cet exemple :

« En aucun cas, l'action et la propagande de l'Union ne pourront être en contradiction avec celles de la C.G.T. »

Et celui-ci :

Les membres du Bureau de l'Union « doivent rester toujours en parfait accord avec les statuts et les décisions de la C.G.T. »

Et cet autre plus important encore :

« Conformément aux statuts de la C.G.T., l'Union ne peut décider de grèves générales dans la limite territoriale ».

Qu'est-ce que c'est que ce fédéralisme qui retire à une Union tout droit de fixer son action et sa propagande ? Ça ressemble rudement à du centralisme, et même à du centralisme outrancier.

On comprend que l'Union confédérée de la Seine n'ait pas besoin de tenir des congrès. Sur quoi discuteraient, que pourraient décider les syndicats qui la composent, puisque la propagande et l'action leur sont imposées d'en haut ? Aussi une proposition des ouvriers des P.T.T. pour la tenue d'un congrès annuel n'a-t-elle rallié que quatre syndicats.

En toute logique, on aurait dû rayer le paragraphe relatif au fédéralisme. Mais la logique n'a rien à faire là ; parler de fédéralisme fait bien en tête de ces statuts.

Après tout, c'est peut-être un suprême hommage rendu par le dévorant centralisme à la mémoire de son devancier.

Mentalité nouvelle

Le congrès annuel de la 26e Union régionale unitaire (Tours) s'est tenue le 11 décembre, sous la présidence de Monmousseau. Deux choses m'ont choqué profondément:

1° *Le rôle des permanents*

Comme les délégués des U. L. d'Angers et du Mans reprochaient aux permanents de ne pas visiter assez souvent les Syndicats, le secrétaire régional — le camarade Dubois — a répondu: « Le rôle des régions est d'abord administratif. La région donne des directives et sert de liaison entre le bureau de la C. G. T. U. et les masses. Le rôle de propagande et d'agitation revient surtout aux U. L. »

Quelle mentalité de bureaucrate! A ceux qui se plaindraient du peu de travail des secrétaires d'U. L., on répondrait sans doute: « Nous servons de liaison entre l'U. R. et les Syndicats. Le rôle de propagande et d'agitation revient surtout aux Syndicats.

Monmousseau n'a rien dit. Il approuve donc le fonctionnement de « l'appareil » qui... sert de liaison.

2° *Les fonds secrets syndicaux*

Le délégué des cheminots du Mans désirait des explications sur la provenance et l'usage fait d'une subvention portée dans les recettes. Dubois a répondu: « Cette subvention a été allouée par la C. G. T. U. à l'U. R. pour lui permettre de favoriser la représentation directe de ses Syndicats au Congrès de Bordeaux.

Monmousseau est intervenu et *s'est opposé formellement à ce que le détail des sommes ainsi allouées soit publié.*

Et voilà! Les cochons de payants n'ont pas besoin de savoir. Les chefs décident, combinent, distribuent l'argent, ça suffit.

Je parie fort que ceux qui ont reçu la forte somme pour aller à Bordeaux n'ont pas voté avec la minorité!

Une enquête s'impose. Il ne faut tout de même pas instituer dans la C. G. T. U. la méthode des fonds secrets si chère à nos gouvernants. De la lumière! — J. G.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

DIMANCHE 26 FÉVRIER. — *Pologne.* — Le procès de la « Hromada » a commencé vendredi.

Russie. — Commémoration de l'Anniversaire de la création de l'armée rouge

LUNDI 27. — *Angleterre.* — Le patronat du textile renonce à ses projets d'augmentation de la durée du travail.

MARDI 28. — *Allemagne.* — Grève de spécialistes métallurgistes à Berlin ; les patrons menacent d'un lock-out.

Russie. — Piatakov demande sa réintégration dans le parti communiste.

MERCREDI 29. — Incendie de l'usine Continsouza.

— Waroquier fait la scission dans le Syndicat des Indirectes.

Etats-Unis. — La « Standard Oil » et la « Royal Dutch » se seraient mises d'accord.

JEUDI 1er MARS. — Manifestations des ouvriers parisiens du Bâtiment.

— Lock-out de 2.800 chapeliers, à Chazelles-sur-Lyon.

Egypte. — Le Cabinet démissionne, les milieux nationalistes repoussant l'accord anglo-égyptien.

VENDREDI 2. — *Angleterre.* — Réduction des crédits pour l'armée de terre, effectifs métropolitains ramenés à 153.000 hommes.

SAMEDI 3. — Obsèques à Paris de Landler.

— La date des élections législatives est fixée au 22 avril.

DIMANCHE 4. — *Allemagne.* — L'Opposition Maslow-Ruth Fischer forme le « Lénine-Bund ».

Pologne. — Les élections sont un succès pour Pilsudski.

LUNDI 5. — M. Mayerish, président du Cartel de l'Acier, est tué à Châlons-sur-Marne dans un accident d'auto.

— Grève à l'usine textile Sion, à Halluin.

Russie. — Piatakov est désigné, après son amende honorable, comme chef de la mission commerciale des Soviets à Paris

MARDI 6. — La Chambre examine le régime d'importation du pétrole.

MERCREDI 7. — Débat au Conseil de la S. des N. sur l'affaire des mitrailleuses hongroises.

— Le monopole des pétroles est repoussé par la Chambre.

— Mort de l'abbé Lemire, député du Nord.

— Fritz Thyssen est désigné comme président du Cartel de l'Acier.

JEUDI 8. — Discussion à la Chambre du projet des Assurances sociales ; interventions de Lebas, Peirotes et du docteur Grinda.

Angleterre. — Aux élections municipales de Londres, les travaillistes gagnent 8 sièges.

VENDREDI 9. — Poincaré ouvre la session du Conseil national économique.

— Interventions de Fournier et d'Antonelli et fin de la discussion du projet d'Assurances sociales.

— Coups de revolver dans une réunion communiste à Lyon.

Le Congrès de l'I. S. R.

Le 4e Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge s'ouvre à Moscou le 15 mars.

Son ordre du jour comporte :

1° Rapport du Bureau exécutif ;

2° Objectifs du mouvement international : *a*) la rationalisation capitaliste ; *b*) le glissement de la bureaucratie amsterdamiste à droite et la radicalisation des masses ouvrières ; *c*) le front unique et l'unité du syndicalisme mondial ; *d*) la faillite du « capitalisme » syndical ; *e*) l'attitude envers le Secrétariat syndical pan-pacifique etc...;

3° La lutte contre l'impérialisme et la nouvelle guerre impérialiste ;

4° Révolution chinoise et objectifs des syndicats chinois ;

5° Objectifs des partisans de l'I.S.R. en Angleterre.

Le mirage de la rationalisation

Si l'on en juge par les déclarations de Poincaré en ouvrant, le 9 mars, la session du Conseil national économique, les espoirs des dirigeants de la C.G.T. seraient, sinon compromis, au moins singulièrement ajournés. Au lieu d'une discussion immédiate sur les garanties à apporter à la rationalisation, la Commission permanente du C. N. E. se borne à proposer une enquête sur la situation dans les principales industries Après, l'on verra. Mais déjà les représentants du patronat auraient, paraît-il, opposé un refus poli mais formel à l'offre de collaboration.

Reproduisons les déclarations de Poincaré :

Votre Commission permanente a, d'autre part, commencé à s'occuper activement de ce qu'on appelle aujourd'hui d'un nom aussi courant que barbare, la rationalisation de l'industrie.

Ce qu'a voulu examiner votre Commission permanente, ce sont les conditions dans lesquelles les principales branches de l'économie nationale pourraient être rendues plus vigoureuses, ce sont les moyens de coordonner la production dans l'intérêt commun des entreprises, de la main-d'œuvre, des consommateurs et de l'Etat. Elle a pensé qu'un problème aussi grave et aussi compliqué ne pouvait être résolu d'après des idées préconçues, quelles qu'elles fussent, et qu'il convenait d'en dissiper, d'abord les obscurités par des investigations impartiales.

C'est la méthode qui a été adoptée en Belgique, en Allemagne et en Grande Bretagne. Votre Commission vous propose de faire porter vos recherches sur dix-sept ou dix-huit branches de la production agricole et industrielle et, pour chaque groupe, d'établir aussi exactement que possible les rapports entre la capacité de production et la production actuelle. Elle vous demande de vous renseigner soigneusement sur les conditions générales de la production, matières premières, outillage, main-d'œuvre ; charges sociales et fiscales, relations entre patrons et ouvriers, causes variées qui ont pu, soit entraver, soit, au contraire, favoriser le développement des conventions collectives, conditions de crédit, de vente, de transport, bref sur l'innombrable quantité d'éléments analytiques dont le rapprochement et la comparaison permettront ensuite de préparer, en vue de la coordination cherchée, des conclusions synthétiques. Ces enquêtes seraient faites par des commissions où seraient représentées, comme au sein de votre assemblée, toutes les parties intéressées, capital et travail ; la documentation serait centralisée par la Commission permanente et les conclusions auxquelles aboutirait cette large information seraient, aussitôt que possible, soumises à votre libre discussion. Si le conseil mène à bien cette immense entreprise, il fera beaucoup, non seulement pour l'augmentation de la richesse nationale, mais pour l'affermissement de la paix publique.

Enregistrons aussi les renseignements donnés par le *Matin* du 8 mars :

Au sein de la Commission permanente, les représentants des ouvriers ont déclaré que la question devait être envisagée dans son ensemble, avec toutes ses répercussions possibles, et le souci de sauvegarder les intérêts des salariés.

Ainsi se trouva posée, à son tour, la question du contrat collectif.

La formule d'un tel contrat par consentement mutuel fut accueillie assez favorablement par certains grands industriels dont la principale objection fut la suivante : « Qu'est-ce qui garantira la valeur du contrat ? »

Les représentants ouvriers firent remarquer que les organisations ouvrières avaient un intérêt moral à faire respecter un tel accord, et que, d'ailleurs, il fallait commencer par quelque chose si on voulait réellement parvenir à *faire entrer peu à peu dans les mœurs une formule qui aurait pour conséquence d'empêcher ou tout au moins de raréfier les grèves.*

Ainsi, avec beaucoup de prudence de part et d'autre, et *dans le secret nécessaire à la réussite de négociations aussi ardues*, s'engagea et se développa une conversation du plus haut intérêt. On ne saurait dire qu'elle ait d'ores et déjà abouti, mais le seul fait qu'elle se poursuive favorablement dans une atmosphère de cordialité et de confiance mutuelle est d'une importance considérable et qui ne manquera pas d'être soulignée.

A propos des délégations en Russie D'une « Lettre de Moscou » publiée dans le *Bulletin Communiste* qui vient seulement de paraître, bien que portant la date d'octobre-novembre 1927, extrayons ce jugement sur l'utilisation des « Amis de la Russie » :

La dictature personnelle de Staline est grandement facilitée par l'approbation servile que lui accordent les pseudo-représentants des partis communistes étrangers et les soi-disant « amis de la révolution russe » invités en grand nombre à l'occasion du 10e Anniversaire. Vous savez comment ces « délégués » et ces « amis » sont choisis : il y a de tout, parmi eux, excepté des gens *qualifiés* pour juger la révolution et assez *courageux* pour avoir une opinion contraire au point de vue officiel. Aucun de ces touristes entretenus aux frais du malheureux peuple russe ne parle la langue du pays ; aucun ne s'est donné la peine d'étudier l'histoire, l'économie, les conditions sociales de la Russie ; aucun n'est en mesure d'analyser, de sonder, de discuter les apparences et de discerner les réalités douloureuses sous certains aspects pittoresques ou spécifiquement russes.

On exclut du Parti des Trotsky, on emprisonne les meilleurs militants de la révolution, on prive de travail et de pain les héros de la guerre civile, mais, en compensation, Staline se flatte de l'approbation d'un ramassis de contre-révolutionnaires fraîchement repentis, de social-démocrates et d'anarchistes corrompus, de ratés de la littérature, d'acteurs en rupture de scène, d'avocats sans cause, de figurants ouvriers quasi-illettrés et spécialement sélectionnés pour leur inculture, de politiciens domestiqués, de laudateurs recrutés par les pires moyens. Et à quel prix ?

Jamais on n'avait osé recourir avec un tel cynisme à la corruption, à la distribution de primes à la complicité. Le Gosisdat a convoqué tous les écrivains présents à Moscou pour leur payer les droits d'auteurs refusés jusqu'à présent aux étrangers traduits ici. Tous les journaux ont sollicité des nobles invités des articles largement rétribués en roubles ou en dollars. Un certain nombre de ces « délégués » ont été nommés correspondants de presse avec de bons honoraires en dollars : en voilà qui ne sont pas près de sympathiser avec l'opposition... Inimaginable curée ! C'était à qui se ferait payer. Que le ciel garde la révolution de tels « amis ».

Il serait intéressant de savoir, en particulier, combien de dollars a gagné ici M. Henri Barbusse, par les procédés les moins avouables, combien il a coûté aux ouvriers et paysans russes. Dans notre pays si pauvre, où il y a tant de chômeurs dans la détresse, tant d'orphelins sans asile, tant d'étudiants sans pain, tant de misère encore, — ce que les autorités elles-mêmes ne songent pas à nier et dont la preuve est faite chaque jour dans les journaux soviétiques, — avions-nous besoin d'un tel profiteur? M. Henri Barbusse n'aurait-il pas eu plus d'autorité, pour condamner un Trotsky, un Racovsky, un Radek, un Préobrajensky et approuver d'avance leur emprisonnement, leur déportation ou leur exécution, s'il avait fait son voyage à ses frais, s'il ne s'était pas fait chèrement payer chacun de ses griffonnages, et s'il n'avait intrigué pour obtenir l'argent destiné à publier à Paris un journal, *Le Monde*, en collaboration avec Daniel Renoult ? Barbusse n'a-t-il pas une grande fortune lui permettant de voyager sans se faire entretenir et de publier à son compte les journaux qu'il lui plaît ? Il paraît que *Le Monde*, destiné à faire concurrence à des feuilles comme *Candide* ou *Les Nouvelles Littéraires*, doit attirer les « intellectuels de gauche » sous l'influence soviétique ; mais à supposer que cette besogne soit utile et que Barbusse et Daniel Renoult aient qualité pour l'assumer, comment ces deux thuriféraires de Staline ne comprennent-ils pas que *le désintéressement* serait la condition première du succès et que les circonstances où ils créent leur entreprise donne à celle-ci un caractère louche ? Barbusse serait-il directeur, Renoult rédacteur en chef du *Monde*, auraient-ils obtenu leurs dollars s'ils avaient à formuler la moindre critique à la politique stalinienne ? Et que vaudront ces « intellectuels de gauche » qui se laisseront gagner, non par des arguments, mais par des honoraires ?

Il est juste de dire que parmi ces « amis » de la Russie soviétique dont la parodie de Congrès a condamné l'opposition, il s'est trouvé quelques braves gens qui ne songeaient pas à mal, ouvriers ou intellectuels pauvres ravis de l'aubaine d'un voyage gratis en Russie mais nullement disposés à se faire les approbateurs forcenés de n'importe quelle politique.

Le Syndicalisme en Allemagne Les grèves importantes et les menaces fréquentes de lock-out qui se produisent depuis un certain temps en Allemagne, témoignent qu'un esprit nouveau s'empare des Syndicats et bouleverse leurs conceptions traditionnelles. Cet esprit nouveau s'affirme jusque dans les syndicats chrétiens, si l'on en croit la *Journée Industrielle* du 4 mars :

La *Bergwerks-Zeitung*, à propos du conflit de l'Allemagne centrale, montrait que les syndicats, pour prouver leur raison d'être aux yeux des ouvriers, ne savaient qu'élever toujours de nouvelles revendications. « Moins de travail et plus de salaire ! Ils croient que leur devoir consiste à agir toujours dans ce sens. »

Ils ne se préoccupent pas de savoir si leurs exigences ne ruineront pas la production et par conséquent les ouvriers ; ils ne voient que les succès du moment. « Le syndicat est devenu une fin en soi ».

Les partis politiques, ajoute la *Bergwerks-Zeitung*, sont obligés de céder aux syndicats, surtout à l'approche des élections, car ils ont besoin des voix des syndiqués.

A tous ceux qui veulent leur résister ou leur faire entendre raison, les syndicats reprochent de manquer d'esprit social. On pourrait leur répliquer qu'ils manquent d'esprit économique. Ils ne s'occupent pas des difficultés qu'ils suscitent à l'industrie. Avec le mot « social », on a réponse à tout. Comme si avec un progrès social on pouvait acheter une régression économique ! Mais les gens qui ont hérité du sentiment social se le figurent ! Ce sont les politiciens sociaux patentés ! »

La *Bergwerks-Zeitung* cite à ce sujet des déclarations de l'ancien chancelier Wirth, qui pourtant n'est pas suspect de tendresse à l'égard des patrons ni des conservateurs. M. Wirth, bien qu'il soit chef de l'extrême gauche du centre et partisan du bloc de gauche, s'est ému des interventions brutales des syndicats chrétiens dans la politique du centre.

« L'opposition voulue aux intellectuels, dit-il, l'hostilité à l'égard des hommes politiques qui ne sont pas liés par les liens syndicaux, sont arrivées à un tel point que tout membre du centre ne peut qu'en être profondément ému... Nous constatons que justement dans le centre le sociologique a été poussé si brutalement au premier plan que toute idéologie, religieuse ou politique, en a presque disparu. Le syndicaliste, en tant que syndicaliste, veut diriger le parti et la politique... »

« ...Je ne puis m'empêcher de remarquer que ce rôle démesuré qu'on donne dans la politique aux aspirations syndicales implique une tendance qui n'est pas sans parenté avec certaines tendances syndicalo-anarchistes. Si le parti du centre doit devenir un instrument du syndicalisme chrétien, c'est l'amorce de l'abolition de la démocratie politique. On cherchera alors à réaliser ce que les milieux socialistes extrémistes désignent volontiers par la formule contradictoire en soi de la démocratie de la classe ouvrière. Nous aurons bien alors un parlementarisme, mais un parlementarisme non-démocratique. »

Nous avons reçu :

Louis Fischer : *L'Impérialisme du Pétrole*. Trad. de l'anglais par Jeanne Fournier-Pargoire, 20 fr. (Cahiers Internationaux, Rieder.)

Alphonse Hodée : *Les Jardiniers et les Jardins*, 10 fr. (Bibliothèque sociale des Métiers, Doin.)

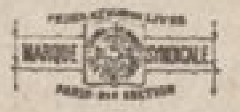
Charles Andler : *L'Humanisme travailliste*. Essais de pédagogie sociale. 10 fr. (Bibliothèque de « La Civilisation française »).

G. Bourgin, J. Carrère et A. Guérin : *Manuel des partis politiques en France*. 12 fr. (Rieder).

Les souscriptions de la quinzaine

Lachastre (Courbevoie), 5 fr. ; Fulconis (XIIIe), 20 fr. ; Vimeux (Seine), 2 fr. ; Roger (Boulogne-sur-Seine), 10 fr. ; Brun (Loire), 20 fr. ; Guénard (XXe), 2 fr. ; un Instituteur socialiste, 10 fr. ; Leroy (XIIIe), 5 fr. ; Maret, 1 fr. ; Renon, 1 fr. ; Guénet, 1 fr. 25 ; Charbit, 2 fr. 75. Total : 80 fr.

Le gérant : V. GODONNÈCHE



IMPRIMERIE « ARTIS »
200, Quai de Jemmapes, Paris (10e)